

RÉPONDRE AUX POPULISMES PAR L'ÉDUCATION CITOYENNE

UN DOSSIER DE JEUNES & LIBRES
EN PARTENARIAT AVEC SES OJ MEMBRES

Jeunes
& libres

SOMMAIRE

INTRODUCTION	P.05
MICRO-TROTTOIRS	P.08
LE POPULISME : UNE INTERPRÉTATION DU MONDE	P.14
INTERVIEWS	P.38
NOS SERVICES DE JEUNESSE ET LEURS ACTIONS	P.52
NOS MOUVEMENTS DE JEUNESSE ET LEURS ACTIONS	P.62
CONCLUSION	P.65
BIBLIOGRAPHIE	P.67



Jeunes & Libres asbl

Avenue de la Toison d'Or, 84-86 à 1060 Bruxelles
Tél. 02 500 50 85
www.jeunesetlibres.be - info@jeunesetlibres.be



Besace asbl

Avenue de la Toison d'Or, 84-86 à 1060 Bruxelles
Tél. 02 500 50 70 - Fax. 02 500 50 71
www.besace.be - bruxelles@besace.be



Délipro Jeunesse

Rue Du Grand Plateau, 19 à 6230 Pont-à-Celles
Tél. 071 84 62 12
www.deliprojeunesse.be - info@deliprojeunesse.be



Fédération des Etudiants Libéraux

Avenue de la Toison d'Or, 84-86 à 1060 Bruxelles
Tél. 02 500 50 55
www.etudiantsliberaux.be - info@etudiantsliberaux.be



Jeunes Mutualistes Libéraux

Rue de Livourne, 25 à 1050 Bruxelles
Tél. 02 537 19 03 - Fax. 02 534 98 00
www.jmlib.be - info@jmlib.be



Jeunes MR

Avenue de la Toison d'Or, 84-86 à 1060 Bruxelles
Tél. 02 500 50 60
www.jeunesmr.be - info@jeunesmr.be



ReForm asbl

Rue de Paris, 1 à 1050 Bruxelles
Tél. 02 511 21 06
www.reform.be - info@reform.be



RYD Wallonie-Bruxelles asbl

Place des Barricades, 9 à 1000 Bruxelles
Tél. 02 513 39 94 - Fax. 02 502 43 50
www.ryd.be/wb - info@rydwb.be



SIDA'SOS

Square de l'Aviation, 7A à 1070 Anderlecht
Tél. 02 303 82 14
www.sidasos.be - info@sidasos.be

INTRODUCTION

Jeunes & Libres est la fédération des Organisations de Jeunesse (OJ) libérales. Elle regroupe 7 OJ qui travaillent au développement auprès de notre jeunesse d'une citoyenneté responsable, active, critique et solidaire. Les missions qui nous incombent en tant que fédération sont notamment la mise en réseau de nos membres, la valorisation de leurs actions mais également la réalisation d'outils d'information et de réflexion. C'est ce que se veut ce dossier car la lutte contre les populismes et la déconstruction de ses discours passent par l'éducation citoyenne.

Au regard de l'actualité de ces derniers mois, **le populisme a été au centre des préoccupations des politiques mais également des citoyens**. Ce mot a fait recette et s'est imposé dans l'actualité. Nombre de débats ont régulièrement lieu dans la presse, sur les plateaux télévisés ou au travers des réseaux sociaux où intervenants et leurs propos sont régulièrement taxés de populistes.

Quelle que soit la définition que l'on donne du populisme, et ce dossier thématique analysera la difficulté de définir un tel terme, il est indéniable que le populisme est devenu **un enjeu de société auquel cette dernière doit répondre**.

Nous avons réfléchi avec nos membres aux caractères que revêtaient les populismes et quelles étaient les réponses à y apporter. Ce dossier thématique et le travail qui l'a entouré s'est donc voulu **un lieu d'échange et de réflexion entre nos associations**. Nous avons également voulu aller à la rencontre des jeunes mais également de spécialistes de la question afin de mener une réflexion la plus large possible.

Ce **dossier** sur le populisme **ne prétend pas être exhaustif** et a d'abord pour vocation de **remettre en contexte** le sujet d'un point de vue scientifique. Il donnera au lecteur des clés pour comprendre, définir ce concept et à terme, lui fournir une grille de lecture pour mieux décoder ce phénomène.

En 2012, une campagne de sensibilisation contre le populisme a été lancée par la sous-commission citoyenneté de la Commission Consultative des Organisations de Jeunesse (CCOJ), qui réunit en son sein les jeunesses politiques (à savoir les Jeunes FDF, aujourd'hui DéFI Jeunes, Ecolo J, les Jeunes cdH, les Jeunes MR et le Mouvement des Jeunes Socialistes), avait posé les premiers jalons d'une analyse du phénomène populiste. Cette campagne s'articulait autour du principe « la politique ne se résume pas à un slogan » et à partir de tables rondes, déconstruisait certains d'entre eux.

Ce dossier thématique est dès lors constitué de témoignages de jeunes, d'une analyse en profondeur du phénomène populiste mais aussi d'interviews d'experts. Il vous permettra également de découvrir nos Organisations de Jeunesse membres et des projets qu'elles mènent au quotidien.

Nous avons la conviction que le travail de terrain du tissu associatif et des Organisations de Jeunesse apporte une réponse efficace au populisme. L'action des OJ forme les citoyens de demain. Cette éducation citoyenne, de par les multiples formes qu'elle prend, est une réponse aux multiples formes du populisme.

Bonne lecture !

*Ont participé à la réalisation de ce dossier :
Les équipes de la Besace, de Délipro Jeunesse, de la Fédération des Etudiants Libéraux, des Jeunes Mutualistes Libéraux, des Jeunes MR, de ReForm asbl, de SIDA'SOS.
L'équipe de Jeunes & Libres composée de Pauline Bettonville, Benjamin Cocriamont, Renaud Fleusus, Adrien Pauly, Jonathan Pfund et Jehanne Thomas.
Septembre 2017*

MICRO- TROTTOIRS



Goia, 23 ans, étudiante en droit social

*Quelle serait ta définition du populisme ?
À quel(s) exemple(s) penses-tu ?*

Actuellement, je pense aux débats d'extrême droite qu'on entend surtout en France. Je pense également à la montée du populisme avec l'élection de Donald Trump.

C'est difficile de définir ce terme. Je le définirais comme un groupe de personnes qui s'attachent à leur pays, à leurs sources.

L'étiquette « populiste » est-elle, selon toi quelque chose de plutôt positif ou négatif ? Cette étiquette pour qualifier un parti/personnalité te rebute-t-elle ou au contraire, t'attire-t-elle ?

Pour moi c'est plutôt négatif au premier abord. Toutefois, si on va plus loin dans le débat on peut aussi estimer qu'il n'y a pas que des côtés négatifs.

Penses-tu que ces partis/personnalités sont différents dans leur manière de procéder des partis/personnalités dits « traditionnels » ? Si oui en quoi sont-ils différents ?

Oui, j'ai l'impression que quand on écoute leurs discours, c'est assez différent des partis traditionnels car, on a toujours affaire à cette idée d'appartenance à une nation.

C'est un débat assez simple, qui ne va pas au fond de la chose et qui peut toucher un maximum de personnes qui ne comprendraient pas ou qui trouveraient les débats plus profonds plus difficiles.

Selon toi, qu'apportent ces partis/personnalités au débat ? Ou plus généralement qu'apportent-ils à la société ?

On pourrait toujours voir des côtés positifs. Par rapport à la société, peut-être une prise de conscience justement par rapport à la montée du populisme et ce qui serait vraiment génial, c'est qu'on s'oppose à ça. Mais j'ai l'impression que c'est de moins en moins le cas, que l'on y arrive de moins en moins.

Dans quelle mesure es-tu influencée par les discours populistes ? Que penses-tu des argumentaires utilisés par ces partis/personnalités populistes (percutants, audibles) ?

Parfois j'ai l'impression qu'ils peuvent paraître percutants. En tout cas, ils poussent à la réflexion. On peut se poser des questions suite à leurs propos. Mais moi, je ne m'arrête pas aux propos de prime abord et j'essaie d'analyser de manière plus approfondie la question.

Et souvent, notamment pour l'extrême droite, j'ai l'impression que quand on se détache d'un discours assez simpliste et quand on va vraiment dans le fond des choses, on voit que ça ne concorde pas. Et donc moi, ça ne me touche pas.

Comment répondre à ces discours populistes ?

Par la mobilisation. Je pense notamment aux manifestations qui ont eu lieu après l'élection de Donald Trump. Je crois que le meilleur moyen, c'est la manifestation ou en tout cas le fait d'être audible, tout aussi audible que les discours populistes.

As-tu déjà entendu parler de populisme scientifique ? Si oui, qu'est-ce que cela recouvre d'après toi ?

Non.



Daniel, 21 ans,
étudiant en sociologie-anthropologie

*Quelle serait ta définition du populisme ?
À quel(s) exemple(s) penses-tu ?*

Ce serait un discours qui tend à recentrer, ou en tout cas rassembler autour de grands axes un maximum de personnes, pour atteindre un maximum de personnes.

L'étiquette « populiste » est-elle, selon toi, quelque chose de plutôt positif ou négatif ? Cette étiquette pour qualifier un parti/personnalité te rebute-t-elle ou au contraire, t'attire-t-elle ?

En fait, moi, je vois le populisme ni positivement ni négativement. Il y a une vision plutôt négative véhiculée par les médias, après on peut trouver un sujet fédérateur qui rassemble des gens et qui peut être bénéfique. Cela dépend autour de quoi on se réunit et autour de quoi on recentre les gens. C'est ça qui peut être dangereux. Mais en soi, quand tu le prends tel quel, à la base, ce n'est pas forcément négatif.

Penses-tu que ces partis/personnalités sont différents dans leur manière de procéder des partis/personnalités dits « traditionnels » ? Si oui en quoi sont-ils différents ?

D'un côté, ils font des raccourcis, ils simplifient en fait le propos. Mais d'un autre

côté, dans leurs démarches pour accéder au pouvoir, je ne trouve pas que c'est très différent des partis traditionnels. Au final, les objectifs qu'ils poursuivent sont les mêmes, sauf que leur façon de procéder est simplifiée. Du coup, ils donnent une solution aux problèmes en des mots simples. En gros, oui, tu peux rassembler des gens mais c'est à chacun de voir jusqu'où ils ont raison et jusqu'où ils sont porteurs de vérité.

Selon toi, qu'apportent ces partis/personnalités au débat ? Ou plus généralement qu'apportent-ils à la société ?

Si on se réfère à Donald Trump et Marine Le Pen en tant que populistes, je pense qu'ils apportent plus de division que de rassemblement. Leur vision du rassemblement est une vision très restreinte, qui met de côté beaucoup de personnes.

Je pense que c'est une opposition entre une Marine Le Pen, qui se définit comme étant la représentante de tous les Français et qui au final dans sa définition de tous les Français, oublie toute une partie de la population.

Ce sont des gens qui cherchent à diviser et à jouer sur les peurs des uns pour pointer du doigt les autres. Au final, ce qu'ils apportent, ce n'est pas quelque chose de très positif ou en tout cas ce n'est pas quelque chose de très fédérateur.

Ma conception du populisme n'est pas la même que cela. Pour moi, ça peut être très bien par exemple l'écologie. Cela peut être un sujet où tout le monde est fédéré autour de cela et qui prouve qu'il y a un certain intérêt à aller vers l'écologie, ou la maltraitance des animaux.

Dans ce cas là, le populisme peut être quelque chose de positif, qui crée des liens et rassemble autour d'un sujet.

Maintenant, quelqu'un comme Jean-Luc Mélenchon est aussi populiste, mais il a un discours qui ne cherche pas la division, en tout cas pas dans un premier temps. Je ne sais pas ce que lui a vraiment dans la tête comme idée, mais en tout cas dans sa façon d'approcher la chose, il a déjà une approche qui rassemble beaucoup plus.

Dans quelle mesure es-tu influencé par les discours populistes ? Que penses-tu des argumentaires utilisés par ces partis/personnalités populistes ?

Cela me pose la question de comment tu peux arriver à un message aussi simple et que des gens ne se posent pas la question de ce qu'il y a derrière. Il y a quand même des gens qui vont voter pour eux, qui ne se posent pas du coup beaucoup de questions. Ils ont des messages qui sont trop éloignés de la réalité.

Ca me laisse surtout ce sentiment là, de me dire qu'il y a des gens qui ne se posent pas de questions, un sentiment qu'on ne se pose pas assez de questions, qu'on ne réfléchit pas assez.

Comment répondre à ces discours populistes ?

Je ne pense pas que l'on doive y répondre. C'est plus dans une réponse de société. Même les politiques en l'état actuel n'ont pas de réponse. J'ai l'impression qu'ils sont vraiment éloignés, déconnectés de la réalité, des gens. Et en fait, ils n'en ont

que faire de ce qu'on pense. La réponse ne peut pas venir de là.

As-tu déjà entendu parler de populisme scientifique ? Si oui, qu'est-ce que cela recouvre d'après toi ?

Non.



Joëlle, 24 ans, étudiante en droit

Quelle serait ta définition du populisme ? À quel(s) exemple(s) penses-tu ?

De prime abord, je dirais que c'est peut-être un mouvement de pensée qui généralise toutes les idées et qui ne traite pas une matière de façon précise.

L'étiquette « populiste » est-elle, selon toi quelque chose de plutôt positif ou négatif ? Cette étiquette pour qualifier un parti/personnalité te rebute-t-elle ou au contraire, t'attire-t-elle ?

Ca ne m'attire pas du tout car pour moi ça a une connotation négative.

Penses-tu que ces partis/personnalités sont différents dans leur manière de procéder des partis/personnalités dits « traditionnels » ? Si oui en quoi sont-ils différents ?

Oui je pense qu'il y a une différence. On ne tient pas compte de ce qui s'est passé récemment, avec tout ce qu'il y a comme dérive qui entache l'image des partis traditionnels.

Selon toi, qu'apportent ces partis/personnalités au débat ? Ou plus généralement qu'apportent-ils à la société ?

Le populisme, c'est plus l'idée de révolution dans le sens négatif. Cela amène les populations à une prise de conscience, mais plutôt du côté négatif. Ce n'est pas toujours constructif.

Dans quelle mesure es-tu influencé par les discours populistes ? Que penses-tu des argumentaires utilisés par ces partis/personnalités populistes ?

Ca dépend des sujets. Par exemple, si on prend le cas du PTB, ils sont aussi un peu dans le populisme. Parfois, ils sont du côté des populations démunies, mais parfois ils exagèrent dans leurs prises de position. Donc, pour moi, c'est ambigu. On ne sait pas où les ranger.

As-tu déjà entendu parler de populisme scientifique ? Si oui, qu'est-ce que cela recouvre d'après toi ?

Non, cela ne me dit rien.



Jules, 25 ans, étudiant jobiste

Quelle serait ta définition du populisme ? À quel(s) exemple(s) penses-tu ?

Une idée populaire. Une pensée connue par la plupart des personnes.

L'étiquette « populiste » est-elle, selon toi quelque chose de plutôt positif ou négatif ? Cette étiquette pour qualifier un parti/personnalité te rebute-t-elle ou au contraire, t'attire-t-elle ?

Positif.

Dans quelle mesure es-tu influencé par les discours populistes ? Que penses-tu des argumentaires utilisés par ces partis/personnalités populistes ?

J'associe facilement populisme et démocratie, parce qu'en fait la démocratie c'est l'expression du peuple. Les politiques essaient de convaincre le peuple. Le populisme est un moyen utilisé par des politiques pour atteindre le peuple.

Comment, en tant que jeune, te positionnes-tu face à ces discours populistes ?

Je pense que c'est juste un outil. Je pense que les discours populistes ne sont pas fondés. La finalité du populisme, c'est de convaincre, pas de refléter ce qui est réel.

As-tu déjà entendu parler de populisme scientifique ? Si oui, qu'est-ce que cela recouvre d'après toi ?

Oui mais je ne sais pas très bien ce que cela recouvre.

LE POPULISME:

**UNE INTERPRÉTATION
DU MONDE**

1. UN DÉSINTÉRÊT POUR LA POLITIQUE ?

Ces dernières années, les enquêtes populaires se sont multipliées, purs produits d'une époque où chaque citoyen lambda a la possibilité de donner son avis. Cette tendance est accentuée par l'importance croissante des réseaux sociaux (Facebook, Twitter, espaces de commentaires dans les médias traditionnels). Plutôt réjouissant pour la liberté d'expression à première vue, ce phénomène engendre aussi certaines dérives. Il permet néanmoins de « prendre la température » de l'opinion publique, du moins celle qui accepte de prendre part au jeu.

Du côté de la RTBF, l'enquête *Génération quoi ?*, dont les résultats, publiés en novembre 2016, ont eu un certain écho. S'il convient de rester critique vis-à-vis de ce genre de sondage et notamment vis-à-vis de la teneur des questions posées, parfois fort orientées et pouvant influencer l'interrogé dans ses réponses, cette enquête permet de prendre la température.

Ce sont environ 30.000 jeunes entre 18 et 34 ans qui ont été amenés à répondre

à 150 questions sur divers sujets. Parmi les grandes tendances, sans surprise, on peut citer une **méfiance généralisée des jeunes envers la chose politique.**

Certes, il ne s'agit que d'un sondage mais les chiffres sont plutôt alarmants : ils sont 90 % à se déclarer méfiants envers la politique. Paradoxalement, les personnes interrogées sont plutôt investies au sein d'associations et se déclarent même prêtes à engager « un mouvement de révolte », sans toutefois avoir une idée claire des contours précis. Il convient donc de nuancer les conclusions de cette enquête.

Du côté des plus âgés, le constat n'est guère plus réjouissant. L'enquête *Noir, Jaune, Blues*, menée conjointement par *Le Soir* et la RTBF et commanditée par la Fondation *Ceci n'est pas une crise* en 2017, ne donne pas des résultats diamétralement opposés. Ainsi, **la plupart des personnes interrogées** (47.000 en tout) **ont perdu confiance dans les institutions.** Elles sont seulement 32% à penser que « le système démocratique fonctionne plutôt bien » et 80 % affirmer que « les dirigeants politiques ont laissé la finance prendre le pouvoir ».



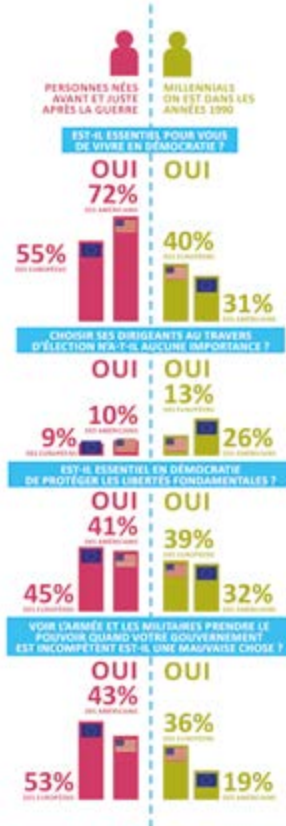
Au delà de ces enquêtes, nul besoin d'aller plus loin que son cercle de proches pour obtenir ce même type de réponses. Ils sont de plus en plus nombreux à se déclarer déçus de la politique, qui ne répond plus à leurs attentes.

Il existe un ressenti au sein de la population, qui se sent parfois délaissée, incomprise par les hommes politiques. **Ce sentiment d'abandon**, mêlé à la complexité de la chose politique et des divers scandales qui ont émaillé l'actualité de ces dernières années, crée un cocktail détonnant. Ce sentiment reste à relativiser,

les sondages n'étant pas une science exacte mais il n'est pas à négliger.

On assiste également à une remise en question des démocraties dans leur forme actuelle.

Ce type de régime ne crée plus autant l'adhésion qu'avant et ils sont nombreux à se prononcer, notamment dans l'enquête *Noir, Jaunes, Blues*, en faveur d'un pouvoir fort. À l'échelle européenne, on constate néanmoins que ce sont les individus nés avant la Seconde Guerre mondiale qui sont le plus attachés à la démocratie représentative.



(Source : «Le graphique. La déconsolidation de la démocratie est en marche... chez les jeunes et les plus riches», in Philosophie Magazine, février 2017, n°106, p.17)

Le constat est clair : nous assistons à un renversement de tendances dans le jeu politique. **En Europe et aux Etats-Unis**, on assiste depuis plusieurs années à une **montée des populismes**, notamment incarnée par des figures telles que Marine Le Pen en France, Bepe Grillo en Italie, Viktor Orbán en Hongrie, Nigel Farage en Grande-Bretagne ou encore Donald Trump aux Etats-Unis. La liste risque peut-être de s'allonger au cours des prochains mois.

La **récente élection de Trump** marque probablement une césure dans nos démocraties, ou plutôt dans notre manière de l'envisager. Lors de son discours d'investiture, Trump a affirmé que « le peuple est devenu à nouveau le souverain de cette nation », faisant là un usage classique de la rhétorique populiste, dans la pure continuité de sa campagne.

attentives à ces griefs, à des fins politiques. Ils sont nombreux à avoir jadis fait appel aux intérêts du peuple et à verser dans le populisme le plus primaire. Citons par exemple Léon Degrelle en Belgique, Pierre Poujade en France, Hugo Chavez au Venezuela, ... Le populisme peut ressurgir à tout moment et doit servir de thermomètre afin de trouver les solutions adéquates. Une abondante littérature a été produite sur le sujet, scientifique ou partisane et il n'existe pas vraiment de consensus entre experts sur ce qu'est le populisme et ce qu'il représente.



© www.cagle.com/paresh-nath/2017/03/dutch-boy-stops-populism

Malgré tout, il est important de **rester critique**, de ne pas tirer des conclusions alarmistes et surtout, de **remettre l'Histoire en perspective**.

Chaque époque de l'Histoire a apporté son lot de défis et par la même occasion, son lot de mécontentements et surtout, de mécontents. **La démocratie** n'a jamais été un long fleuve tranquille et souvent, au cours de son histoire, son **fonctionnement a été remis en question**. De la même manière, il a toujours existé des oreilles

2. RETOUR HISTORIQUE

L'ANCIEN RÉGIME

D'un point de vue historique, il existe autant de définitions du peuple que d'historiens. La plupart des historiens de la seconde moitié du XX^e siècle s'accordent à dire que les **couches populaires sous l'Ancien Régime n'exercent aucun pouvoir politique effectif**. Le peuple se manifeste au travers de **révoltes populaires** à la suite

d'une mauvaise récolte ou d'une hausse d'impôts, n'a pas de conscience politique, n'est pas représenté par un parti ou mouvement politique.

Toutefois, certains historiens, tel Yves-Marie Bercé en 1974, affirme l'existence d'un credo politique au sein du peuple qu'il considère comme un « **fondamentalisme populaire** », une **sorte de réaction ou de réflexe antifiscaliste, « antiétatiste »**.

À la suite, l'historien Raymond Huard approfondit la question en 1984 en analysant cinq caractéristiques qui ressortent tant des mouvements protestataires urbains que des révoltes paysannes avant la Révolution française et l'établissement de l'Etat-Nation : **la quotidienneté, la proximité, l'immédiateté, le moralisme et la tradition.**

La quotidienneté est, chez les classes populaires, l'obsession permanente de la survie, surtout en période de famine et de crise économique. La proximité représente « le rayon d'action de la protestation populaire qui s'en prend prioritairement à ceux qui, localement, incarnent les abus que dénonce le peuple. L'immédiateté est non seulement le droit que s'arroge le peuple assemblé à se faire justice lui-même après avoir subi trop longtemps abus, violences et mépris » mais aussi une défiance envers « les lenteurs d'une justice acquise aux puissants et aux riches, d'où la nécessité d'un retour brutal à une sorte de démocratie directe rendue nécessaire par la connivence des notables entre eux, l'évidence de la culpabilité des accusés et la nécessité d'un châtement exemplaire et réparateur ». Le moralisme quant à lui incarne le « sentiment profond



© Pieter Brueghel - Le Combat de Carnaval et Carême - 1559

qu'il est **légitime de se révolter** quand le seuil de l'intolérable est franchi, quand le sort du plus grand nombre est menacé ». En dernier lieu, la tradition exprime « la conviction que la communauté ne survit qu'en **respectant un certain nombre de pratiques et d'usages** qui ont fait leur preuve et dont le respect est la garantie du salut collectif, d'où la crispation communautaire contre toute atteinte à ces comportements jugés essentiels ».

Les historiens se sont aussi penchés sur la question de l'**hostilité entre villes et campagnes** et ont remis en cause, tel l'historien français Paul Bois en 1960, l'historiographie qui présentait les révoltes rurales comme le fait d'ignorants, d'incultes, de superstitieux manipulés par des prêtres et des nobles locaux. Cette hostilité découlerait de l'image du bourgeois, habitant des villes, qui se serait créée au fur et à mesure du temps dans l'esprit des campagnes : « parasite condescendant qui s'engraissait de la misère du pauvre monde ne prélevant droits, taxes et impôts pour le compte du seigneur non résidant [...], pour le compte du roi ou plutôt de ses ministres et de la cour, insatiables et corrompus ».

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

La Révolution française est une période de grands soulèvements populaires causés à la fois par des mauvaises récoltes et par le risque de répression des classes dirigeantes, aristocratiques dans un premier temps, bourgeoises dans un second. Une partie des couches populaires parisiennes révoltées se radicalisent et forment à partir de 1791-1792 une fraction militante appelée les « **sans-culottes** », ses

membres portant des pantalons à rayures par opposition aux culottes habituellement portées par les aristocrates. Il s'agit là du **premier véritable phénomène de politisation des classes populaires**.

L'activisme militant des sans-culottes « reprend visiblement l'essentiel des caractéristiques de la politique du peuple : identité fortement revendiquée, solidarité de la section, rituel de la violence contestataire et réparatrice pour protester quand le peuple s'estime trahi par l'absolutisme de ses dirigeants ou la modération suspecte des assemblées révolutionnaires » et revendications égalitaires.

L'**arrivée au pouvoir** des sans-culottes en 1792, l'**instauration de la démocratie directe** et de **mesures en faveur des couches populaires** ne peut empêcher leur **chute** en 1795.

Elle résulte de la détérioration de la situation alimentaire et économique à Paris et la perte du soutien des campagnes, se sentant peu concernée par le nouveau pouvoir en place et supportant de moins en moins le poids des nouveaux impôts et l'autorité des fonctionnaires issus de la capitale.

L'**expérience de la démocratie directe s'arrête avec la fin du régime**.

LE SECOND EMPIRE FRANÇAIS (1851-1870)

Il faut attendre **1848** pour voir réapparaître un **nouveau mouvement d'inspiration populiste** ou soutenu en grande majorité par les couches populaires, les révolutions de 1830 qui touchèrent l'Europe ayant pris des tournants bourgeois et/ou aristocratiques.

La chute de la monarchie française en 1848 et l'élection présidentielle qui s'en suit, ouverte au suffrage universel, marquent une première résurgence du populisme dans la politique française. **Louis Napoléon Bonaparte**, neveu du premier empereur français, **réussit à se faire élire** par près de 80% des votants. Il n'a présenté **aucun programme défini**, n'est pas une personnalité vraiment connue, mais porte une légende accrochée à son nom. Ce que l'on pourrait appeler aujourd'hui la « classe politique », appelée par les bonapartistes les « gros », à savoir une grande majorité des représentants politiques et des journalistes, gens instruits, citadins, etc, est largement battue. Les socialistes, n'en étant qu'à leurs débuts, n'ont pas su étendre leur influence jusque dans les campagnes. Ces dernières craignent la menace révolutionnaire et désirent « secouer » le pouvoir des notables traditionnels. **Le soutien des couches populaires** est un **facteur important**, parmi d'autres, de la réussite du « coup d'état du 2 décembre 1851 » qui donne naissance au Second Empire et transforme le président Louis Napoléon Bonaparte en empereur Napoléon III.

Le régime conserve tout au long de son existence **ce soutien** en gardant un **programme politique élémentaire** et identique à lui-même. De **nombreux plébiscites** sont organisés et remportés par Napoléon III, établissant les fondements de son régime impérial. Cette **forme de démocratie directe et sociale** marque la **permanence du populisme du régime**. Mais l'expérience s'arrête en 1870 par la défaite cinglante contre la Prusse. L'Empire s'effondre et la IIIe République, régime parlementaire faible, naît dans une fin de siècle ébranlée par les questions sociales.

Un référendum porte sur l'approbation ou non d'une proposition par le vote de l'ensemble du peuple. Le plébiscite portant lui sur l'approbation ou non de la politique d'un dirigeant par l'intermédiaire d'une question posée.

LE BOULANGISME (1886 – 1889)

Le populisme fait son retour en 1886 avec la figure du général Boulanger. Officier de carrière, Georges Boulanger a participé à de nombreuses guerres, dont la guerre franco-allemande de 1870-1871, au cours desquelles il a prouvé ses qualités militaires jusqu'à atteindre le grade de général. **Nommé Ministre de la Guerre** par le président du Conseil, Georges Clémenceau, il devient rapidement populaire. D'une part auprès des républicains en s'opposant aux monarchistes, d'autre part il refuse de faire charger les grévistes par



Georges Boulanger (1837-1891) © Nadar

la troupe. **Sa popularité auprès des classes populaires ne cesse de croître**, particulièrement dans une période de crise économique et alimentaire. Le mouvement qui se forme autour de lui, dit « **mouvement boulangiste** », choisit une ligne politique populaire : instauration de caisses de retraite, participation des travailleurs aux bénéfices du capital, développement du mouvement coopératif, du travail national face à la concurrence étrangère, etc.

Par ailleurs, le **général Boulanger affiche un fort nationalisme revanchard** à l'égard de l'Allemagne, à un moment où la population doute des capacités de la IIIe République à remporter une nouvelle guerre.

Les classes populaires urbaines, qui ne cessent de croître, sont séduites par les **réalités nouvelles d'une évolution socio-politique entamée depuis le début de la Révolution industrielle en France dans les années 1850**. Ces populations sont à une génération de leur migration des campagnes aux villes, elles ont gardé des comportements ruraux. Les campagnes suivent en partie le mouvement, attachées au respect de la propriété privée et à la démocratie locale, par opposition au centralisme parisien de la République. La menace d'une guerre avec l'Allemagne, le nationalisme et les changements sociaux amènent les boulangistes à faire appel au « peuple » qui est devenu la référence mythique d'une identité qu'il faut sauver à tout prix. Devant les évolutions démographiques et économiques, les leaders nationalistes en viennent à célébrer un monde rural idéalisé, « sorte d'idylle harmonieuse et laborieuse incarnant toutes les vertus de la nation menacée ».

3. DÉFINIR LE POPULISME, UN MOT QUI FAIT RECETTE

Le terme populisme est de plus en plus utilisé dans la sphère publique depuis plusieurs années. Le terme s'affiche à présent sur toutes les unes de presse, devenant ainsi un marronnier de presse à part entière. Sur les plateaux de télévision, il est devenu un argument prêt-à-l'emploi, le plus souvent disqualifiant pour décrédibiliser les propos de leurs concurrents.

Aujourd'hui, **ils sont nombreux à avoir perdu de vue le sens de l'insulte qu'ils veulent invoquer**, en déformant de la même manière le débat. **Il y aurait ainsi des populismes « de gauche », « de droite », « démocratique » ou « réactionnaire »**. Cette polysémie rend le phénomène très difficile à décrire et surtout, à appréhender.

Le populisme cristallise à lui seul l'angoisse démocratique à laquelle nous assistons et, pour paraphraser René Char, poète et résistant français, « les mots qui vont surgir savent de nous ce que nous ignorons d'eux ».

Les **définitions du populisme varient grandement**, à commencer par l'essence même du populisme. Margaret Canovan définit le populisme dans son ouvrage « Populism » publié en 1981 **comme une idéologie qui oppose les intérêts du peuple, bon et travailleur par essence, majoritaire, à ceux de l'élite, corrompue, puissante et minoritaire**.

Les catégories ne sont pas figées. Le peuple peut prendre plusieurs formes. Berlusconi n'hésite pas à opposer les intérêts des entrepreneurs, pourtant censés représenter l'élite dans l'imaginaire commun, à ceux du fisc corrompu.

L'élite peut être tour à tour représentée par les institutions bancaires, par les politiques ou plus communément par l'Union européenne, qui voit son existence et sa légitimité de plus en plus contestées.

Le **populisme est difficile à définir**, tant il peut prendre des formes différentes selon les circonstances, **d'où la facilité d'usage, parfois ad nauseam**. Ce **flou idéologique pousse certains**, dont le chercheur Jérôme Jamin, **à penser que le populisme est davantage un style politique qu'une idéologie**. Il ne se positionne pas clairement sur l'échiquier politique, puisqu'il existe à la fois des «populismes de gauche» et des «populismes de droite», bien que la distinction ne fasse pas toujours sens, nous y reviendrons.

Il existe **d'autres formes de populismes**, moins connues, comme par exemple **le populisme dit « scientifique »**, dont la teneur se rapproche dangereusement de celle des théories du complot.

À titre d'exemple, d'aucuns n'hésitent pas à nier le caractère incurable du sida ou à qualifier le réchauffement climatique de canular. Ces sorties, si elles peuvent parfois relever de leurs convictions profondes, relèvent du populisme, dans le sens où elles ne fondent leur jugement sur aucune argumentation scientifique.

4. PARTIS POPULISTES, PERSONNALITÉS POPULISTES OU PROPOS POPULISTES ?

Comme évoqué plus haut, **chaque époque a offert son lot de défis** et par conséquent, **son lot d'inégalités et de défiance**

envers les pouvoirs publics et ceux qui les occupent. Dans un souci de transparence, **il est tout à fait légitime dans un régime démocratique de s'interroger sur la nature du pouvoir et de la manière dont il est exercé, quitte à parfois le remettre en question, tout en veillant à ne pas sombrer dans l'hypercritique**.

Le populisme, serait-on tenté de dire, est mu par de bons sentiments a priori : vouloir tendre vers une meilleure gouvernance et revenir aux intérêts des électeurs, via une rupture du système en place.

Dans un dossier consacré au populisme, le quotidien *Le Monde* pose une question pertinente : « **cette méfiance** [de la population] **a ses raisons**, et celles-ci sont fondées, puisqu'après tout, ce sont ces élites, partis de gauche et de droite confondus en Europe et aux Etats-Unis qui ont conduit, depuis plusieurs décennies, des **politiques économiques ayant créé des inégalités sociales dans des proportions inédites depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale** ».

S'il est vrai que le niveau de vie s'est globalement amélioré depuis la création de la sécurité sociale, il persiste des inégalités, particulièrement saillantes dans certaines couches de la population.

Ces inégalités sociales ne suffisent pas à elles seules pour expliquer la défiance du citoyen envers la politique. D'autres paramètres rentrent en ligne de compte : la complexité du jeu politique, une impression d'inadéquation entre les attentes du citoyen et les mesures mises en place, la méfiance envers l'homme politique,

plus spécifiquement lorsque celui-ci se « professionnalise », les affaires de mauvaise gouvernance, voire les scandales. La rupture est consommée et laisse un boulevard à certains, qui proposent de faire de la politique autrement et mieux. Mais dans quelle mesure ?

Depuis plusieurs années, certains partis et personnalités, en Europe ou Outre-Atlantique, font couler beaucoup d'encre par la teneur de leurs propos, de leurs discours ou de leurs programmes, qu'on qualifie volontiers de populistes.

Si le populisme constitue l'identité profonde de certains de ces partis, d'autres tiennent des propos aux relents que l'on pourrait qualifier de populistes de manière plus ou moins ponctuelle mais qui n'en font pas leur identité profonde. Enfin, notons que si l'on associe le populisme à une forme de démagogie, qui consisterait par exemple à formuler des promesses exagérées, tout politique ou parti dit traditionnel s'est un jour rendu coupable de populisme, selon l'historien Pierre Rosenvallon.

Nous le voyons, il est **extrêmement ardu d'avoir une vision claire de ce que peut être le populisme**, c'est la raison pour

laquelle nous nous contenterons d'affirmer que le populisme est pluriel dans ses représentations, s'adapte en fonction des réalités nationales et économiques ainsi que du public auquel il souhaite s'adresser.

Parmi ces personnalités et ces partis purement populistes, et faisant de ce qualificatif leur marque de fabrique, on peut citer, de manière non-exhaustive : **Donald Trump** aux Etats-Unis, le **Front National** incarné par **Marine Le Pen** ou enfin le **Mouvement 5 étoiles** de l'humoriste **Beppe Grillo**. Chez nous, on peut citer le **Parti Populaire** de **Mischael Modrikamen** ou le **Vlaams Belang**.

Tous ces partis n'ont a priori rien en commun, dans leur histoire, leur composition, leur projet de société mais tous ont comme **dénominateur commun** de formuler une **rhétorique basée sur l'existence de plusieurs catégories hermétiques d'individus qui s'opposent**. Ces partis sont nés, ou repensés (c'est notamment le cas du FN), en réponse à un mécontentement ambiant, dont ils font leur principal fonds de commerce.

Comme déjà écrit, à l'aune des faits, cette tendance a néanmoins une raison d'être. **Qualifier trop rapidement un mouvement**



© MinuteNews (Trump) - © Europe 1 (Marine Le Pen) - © Loris T. Zambelli (Beppe Grillo) - © Wikiquote (Mischael Modrikamen)

ou une personnalité de populiste peut avoir des effets pervers, comme le souligne fort justement Catherine Colliot-Thélène, philosophe. « Le terme populisme, du fait des usages inflationnistes dont il fait l'objet depuis plusieurs années, est un obstacle à une analyse sérieuse des transformations de la politique, en Europe ou aux Etats-Unis ».

Par conséquent, il est impératif d'utiliser le terme avec parcimonie et en connaissance de cause, au risque de passer à côté des vrais enjeux sociétaux et par conséquent, de rater le coche alors que l'époque actuelle se prête particulièrement bien aux changements de paradigme. Ceux à impulser ne manquent pas, que ce soit dans le chef des politiques, des institutions ou simplement dans la manière d'envisager la politique.

Ces **partis ont néanmoins leurs limites**, notamment lorsque ceux-ci font **appel aux intérêts du peuple**, unité mythique mais qui pourtant **représente autant d'individualités que de sensibilités** et ne forme dès lors pas un bloc monolithique.

Dans les prochaines pages, nous évoquerons de manière non-exhaustive plusieurs partis, à travers leur programmes, leurs dirigeants, leur raison d'être et en quoi peuvent-ils être qualifiés de populistes.

L'EXEMPLE DU FRONT NATIONAL FRANÇAIS

Depuis plusieurs années maintenant, le Front National grimpe dans les sondages. D'ailleurs, le retrouver au second tour de l'élection présidentielle 2017 n'a pas constitué de réelle surprise en soi.

Petit rappel historique : **le Front National est créé en 1972** et est présidé la même année **par Jean-Marie Le Pen**, figure tutélaire du mouvement. Clairement situé à l'extrême droite sur l'échiquier politique, il n'obtient les soutiens que d'une poignée d'ultras, recrutés dans les milieux d'anciens collaborateurs, parfois de résistants, de nostalgiques de la colonisation ou encore des milieux négationnistes. **Jean-Marie Le Pen s'est rendu à de nombreuses reprises infréquentable**, notamment à travers ses propos sur la Shoah, n'hésitant pas en 1987 à qualifier l'épisode des chambres à gaz de « point de détail de l'histoire », rendant le parti définitivement infréquentable.

Les choses changent en 2011 avec la présidence de Marine Le Pen. Cette dernière amorce une redéfinition de la stratégie politique. **Le parti repositionne son axe socio-économique** et en fait le moteur de sa conquête électorale.

Il s'agit d'une révolution pour le parti. Alors qu'à la fin des années 1990, l'aspect socio-économique des programmes frontistes représentait environ 16% du total de chaque manifeste, ce taux monte à 37% en 2012.

Par ailleurs, si depuis sa fondation, le parti suit une ligne économique libérale faite de désétatisation, de dérégulation et de lutte contre le « fiscalisme », le FN modifie sa ligne en 2012. **Sous l'impulsion de son nouveau conseiller** depuis 2009, **Florian Philippot, un « patriotisme économique » de type keynésien** est promu par Marine Le Pen. Le programme économique proposé pour l'élection présidentielle de 2012 est **très clairement marqué à gauche**.

UNE NOUVELLE STRATÉGIE

Rompant avec la tradition, **le FN affirme le rôle stratégique de l'État dans l'économie. Ce thème devient le cheval de bataille de Marine Le Pen.** La défense des services publics, le maintien des acquis sociaux, une plus grande progressivité fiscale pour les bas salaires et les retraités, l'augmentation du pouvoir d'achat, le contrôle des prix, etc. deviennent des enjeux électoraux pour s'adresser à la France des « oubliés ». Dans ce cadre, les critiques du parti se font essentiellement à l'égard de l'Europe et de la mondialisation. Les responsables prônent la sortie de l'euro, de nouveaux impôts antidélocalisations, des taxes sur les produits de luxe ou la tutelle étatique sur le secteur bancaire. **Les déclarations se font plus nombreuses par rapport aux thématiques immigrationnistes et sécuritaires.**

De manière générale, **le glissement du FN à l'extrême-gauche de l'axe socio-économique se marque par une réinterprétation du clivage traditionnel capital-travail et par l'apparition d'un clivage entre d'un côté les mondialistes, les élites, les « gros » et de l'autre, les « perdants »**

ou les « oubliés » **de la mondialisation**, la « France d'en bas », les « petits ». Ce dernier qualificatif s'adresse tout autant aux petits entrepreneurs « vertueux » qu'au peuple des « invisibles » et des « oubliés », à savoir les ouvriers, agriculteurs, étudiants, commerçants et artisans, mais aussi fonctionnaires et employés ou petits retraités. Les grandes entreprises, obsédées par leur profit, sont vilipendées comme les représentants de l'idéologie « mondialiste » dominante que sont les responsables politiques, la Commission européenne, les marchés financiers, les « super riches » et les patrons « voyous ». Progressivement, le FN parvient à s'imposer comme un parti qui compte : aux élections européennes de 2014, il obtient 24,9 % des suffrages et aux élections départementales de 2015, il en obtient 25,2%. En 2015, il compte environ 51.000 adhérents en ordre de cotisations et un nombre substantiel de mandataires à tous les échelons de pouvoir, hormis à l'Assemblée nationale.

Cette notoriété croissante et son entrée dans le jeu politique imposent quelques ajustements dans la communication du parti. À présent, le nouveau FN soigne son carnet d'adresses, fait rarement allusion



© Le Figaro

à la Seconde Guerre mondiale et surtout, insère dans son discours des valeurs porteuses et fédératrices, comme la laïcité ou la défense du bien-être animal. La proximité avec les groupuscules de droite radicale et d'extrême-droite est tue. La direction actuelle s'est employée à gommer l'influence radicale dans l'encadrement du parti. Une certaine politique de « mise à distance » des personnalités « identitaires » est pratiquée à leur rencontre : aucune figure marquante n'est tolérée au FN tandis que des figures peu connues sont autorisées à se présenter uniquement sur les listes du Rassemblement Bleu Marine.

VOTE DES JEUNES

Dès sa création, le Front National a su prendre conscience des bénéfices qu'il pourrait tirer de la jeunesse, en créant son propre mouvement de jeunesse politique, le Front national de la jeunesse. Extrêmement actif et fort de plusieurs milliers d'adhérents, le FNJ est l'une des vitrines du parti en se positionnant sur les mêmes thématiques que le parti frontiste.

Aux élections régionales de 2015, un sondage Ipsos a estimé que **35% des jeunes** (à savoir les moins de 24 ans), **ont voté Front National**. Selon Sylvain Crepon, le vote frontiste s'alimente en grande partie des thématiques populistes : rejet de l'Europe, du gouvernement en place mais aussi du refus de l'arrivée des migrants. Ce sont ces mêmes thématiques qui ont su séduire les jeunes, en première ligne de la sinistrose ambiante.

VOTE OUVRIER ET VOTE RURAL

Si les percées du Front National aux élections présidentielles sont devenues courantes, une grande part de l'explication réside à la fois dans ce que l'on appelle « le vote ouvrier » et d'autre part dans le « vote rural ». Ces deux votes ont énormément évolué au cours des quarante dernières années.

Si l'expression « monde ouvrier » a énormément évolué au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, celle-ci reste largement utilisée dans la sphère politique et demeure un raccourci cognitif encore utilisé par les citoyens pour se repérer dans la société. Apparue au cours des années 1980, le phénomène de droitisation de l'électorat ouvrier a continué à s'accroître et à s'amplifier au cours des années 2000. À chaque élection présidentielle, la droite est arrivée en tête au premier tour. Au sein de ce phénomène s'inscrit le vote ouvrier en faveur du FN au premier tour : 17,6% en 1988, 21,1% en 1995, 25,6% en 2002, 15,6% en 2007, 30,9% en 2012 et 37% en 2017. La progression de la droitisation a plus profité au FN qu'aux partis de droite républicaine.

À ses débuts, le FN a réalisé ses meilleurs scores dans les grandes métropoles françaises. Considéré comme l'expression d'un « malaise urbain » lié à la désintégration sociale et politique suite à la crise économique de 1973, le vote FN s'est déplacé à l'espace rural. En 2012, le FN a récolté en moyenne 20,9% des suffrages dans les communes de moins de 500 habitants.

Aucune étude valable ne donne de profil type pour l'électeur rural mais plutôt des tendances. Ainsi, les électeurs adoptent majoritairement des profils électoraux « stratégiques », c'est-à-dire qui justifient leur vote par des arguments scientifiques ou pseudo-scientifiques et ce, peu importe leur niveau de formation. Les environnements géographiques et sociologiques sont deux facteurs très importants : le fait de partir vivre en ville ou d'élever sa position sociale entraînent une modification de l'habitude de vote. De ce fait, **l'électorat du Front National est très volatile.**

Malgré tout, le vote ouvrier et le vote rural ne sont pas totalement acquis par le FN. En outre, il peine à attirer les électeurs de gauche en général, les diplômés, les classes moyennes et supérieures. Dans le contexte du vote uninominal à deux tours, il lui est impossible de franchir le fameux « plafond de verre électoral » qui lui permettrait de remporter un nombre de sièges en rapport avec son poids dans le premier tour de chaque élection.

LE TRAITEMENT MÉDIATIQUE

Très souvent, le FN est accusé dans les médias ou les plateaux de télévision de faire du populisme. Marine Le Pen a su prendre parti de ces attaques en utilisant ce même qualificatif pour se définir, jusqu'à en faire la marque de fabrique du mouvement frontiste.

En faisant appel au peuple, unité mythique et historiquement utilisée par la gauche, **elle a fait le pari de se rendre fréquentable aux yeux des électeurs issus de différentes classes sociales, notamment la classe ouvrière, votant pourtant historiquement à gauche.**

Le FN s'est entouré d'intellectuels pour soigner sa communication et parvient à brouiller les pistes dans ses discours, mêlant habilement les références à Jean Jaurès, figure historique de la gauche française ou à Jeanne d'Arc, icône chrétienne. Le but ? Brasser le plus large possible, en façade du moins quitte à être incohérent.



Depuis plusieurs années, l'Europe connaît une crise migratoire et doit gérer l'afflux de réfugiés, de manière plus ou moins efficace. Le FN fait depuis longtemps de la lutte contre l'immigration son cheval de bataille et sur son site, propose de «stopper l'immigration» et de «renforcer l'identité française». L'immigration est selon le parti source «de coûts très importants», «detentions dans une République qui ne parvient plus à assimiler les nouveaux Français » et enfin, représente une véritable menace pour l'emploi. Il propose de revenir sur les directives européennes et de supprimer les accords de Schengen. Par ses propos, le parti utilise la rhétorique populiste en créant des catégories antagonistes d'individus, l'une étant opprimée par les privilèges de l'autre.

Les Décodeurs, la plate-forme de *fact checking* du quotidien *Le Monde*, a décortiqué cette campagne et l'a analysé à l'aune des faits. Par exemple, lorsque le FN affirme que les migrants sont prioritaires pour les places en résidence étudiante, il élude le fait que seuls les étudiants boursiers ont plus facilement accès aux logements et qu'a fortiori les migrants ont plus de prérogatives en la matière.

La crise migratoire reste encore aujourd'hui une source d'enjeux pour l'Europe et sa pérennité. **La gestion hasardeuse de cette crise a été l'occasion pour certains partis, dont le FN, de remettre en cause l'existence des instances européennes.**

Par cette campagne, le parti frontiste surfe sur la peur ambiante, alimentée par la vague d'attentats et les préjugés qui entourent la migration, pourtant source

de richesses à bien des égards. Certes, le FN est populiste par sa stratégie mais il n'utilise rien d'autre que les stratégies de l'extrême droite qui visent à trouver un bouc-émissaire, explication simple mais crédible du marasme ambiant aux yeux de certains.

2017, ANNÉE CHARNIÈRE ?

L'année 2017 est une année particulièrement difficile pour le Front National. Le résultat de Marine Le Pen à l'élection présidentielle est largement en deçà des espérances et des sondages. Au mois de novembre 2016, juste après la primaire de la droite, François Fillon fait la course en tête des sondages, Marine Le Pen arrivant seconde. Au début du mois de janvier 2017, les intentions de vote en faveur de François Fillon commencent à baisser. La raison ? Non pas l'affaire des présumés emplois fictifs mais son positionnement ambigu sur la sécurité sociale et les retraites. Il perd entre 15 et 20% d'intention de votes auprès des personnes âgées de plus de 65 ans.

Marine Le Pen et son équipe profitent de son programme orienté sur un axe socio-économique de gauche pour passer devant et prendre la tête des sondages à environ 30% au premier tour durant tout le mois de février jusqu'au début du mois de mars. L'affaire Fillon empêche le candidat de se faire entendre sur son programme. Profitant de l'occasion, Emmanuel Macron ne cesse de monter dans les sondages et dépasse le candidat de la droite. Au début du mois d'avril, les sondages donnent Marine Le Pen et Emmanuel Macron au coude à coude à 25%.

À l'arrivée, le résultat est en dessous des prévisions : 21,30% au premier tour pour la candidate du Front National.

Le résultat au second tour est également en deçà des prévisions. Au mois de **février, les sondages donnaient Marine Le Pen perdante mais avec 42% des votes. Elle n'enregistre que 33,90% au soir du 7 mai.** La déception est immense dans les rangs du FN. L'image de Marine Le Pen sort très écornée du débat face à Emmanuel Macron. En outre, **un certain nombre de cadres du parti pointe du doigt l'orientation idéologique de la campagne et du parti en général depuis 2011.**

Les résultats de l'élection législative sont encore plus mauvais. Certes, historiquement l'élection législative qui suit l'élection présidentielle est toujours remportée par le parti du vainqueur à la suite d'une démotivation des sympathisants des concurrents. Mais seulement 44% des électeurs du premier tour de Marine Le Pen sont allés voter au premier tour des élections législatives et le parti n'obtient que 13,6% au niveau national. L'échec est cuisant. Dès le lendemain, **les critiques en interne se font de plus en plus vives contre Marine Le Pen et surtout contre Florian Philippot et ses soutiens, accusés d'avoir noyauté le parti et de l'avoir transformé en parti de gauche.**

DEUX LIGNES DIVERGENTES

La crise qui s'installe au FN était-elle prévisible ? Oui. Les signes avant-coureurs étaient là. Depuis 2014, les médias français parlent de **deux lignes politiques voire idéologiques qui s'affrontent au sein du parti.** La première, que nous

avons évoqué ci-avant, est celle incarnée par Marine Le Pen et Florian Philippot et qui est mise en avant par l'appareil « national » du parti. L'autre ligne est incarnée par les députés Marion Maréchal-Le Pen et Gilbert Collard. Le premier accrochage notoire entre la tante et la nièce se déroule lors de la campagne pour les élections régionales de 2015. Durant celle-ci, Marion Maréchal-Le Pen se prononce en faveur de coupes budgétaires dans les subventions accordées aux plannings familiaux tandis que Marine Le Pen y est défavorable. Déjà en 2013, alors que le FN gardait ses distances avec la « Manif pour tous » contre le vote de la loi sur le mariage homosexuel, Marion Maréchal-Le Pen lui apporte son soutien. Il est de notoriété publique que Gilbert Collard reproche régulièrement à Florian Philippot une ligne politique qui éloigne le parti des électeurs historiques et empêche de rassembler plus large. Marion Maréchal-Le Pen finit par se retirer de la vie politique au mois de mai 2017 prétextant une volonté de se consacrer à sa vie de famille.

En effet, le Front National a abandonné à partir de l'été 2016, ou tout du moins relégué au second voire troisième rang, les thèmes sécuritaire, migratoire et identitaire. Ces thèmes font partie de l'essence même du FN. Le choix d'une tactique de dédramatisation lancée par Marine Le Pen et téléguidée par Florian Philippot passe par des discours sociétaux moins clivants. Les thèmes socio-économiques ont été au centre de la campagne présidentielle frontiste. Ce choix a déstabilisé et déçu une grande partie des sympathisants. Lors d'un sondage réalisé par le Figaro et l'institut Ifop au mois de janvier 2017, plus de la moitié des sympa-

thisans ont déclaré se sentir plus proches des idées de Marion Maréchal-Le Pen, libérale sur le plan socio-économique et conservatrice sur le plan sociétal, contre un tiers seulement envers les idées de Florian Philippot, à gauche sur le plan socio-économique et plus « libéral » sur le plan sociétal. Ce taux monte à 66% chez les sympathisants frontistes de 18 à 24 ans.

La stratégie de dédiabolisation semble tourner à l'échec. D'une part, le Front National n'a pas réussi à calmer les oppositions dans les milieux intellectuel, médiatique, culturel et politique qui lui sont toujours franchement hostiles et d'autre part, le tournant socio-économique n'a pas permis de recueillir et de dépasser la base populaire de son électorat et de conquérir les classes moyennes. Au surplus, le parti apparait divisé et la proie de règlements de compte et de jeux politiques qu'ils dénoncent régulièrement à gauche comme à droite.

LE CAS DONALD TRUMP

Le 8 novembre 2016, le républicain **Donald Trump est élu 45^e président des Etats-Unis**, face à Hillary Clinton. Cette élection crée une onde de choc, tant celle-ci a déjoué tous les pronostics et les sondages qui avaient parié sur une victoire écrasante d'Hillary Clinton. Homme d'affaires milliardaire ayant fait fortune dans l'immobilier, sans aucune expérience politique, mais néanmoins célèbre aux Etats-Unis pour ses apparitions télévisées et dans les colonnes des tabloïds, Trump n'avait au départ absolument pas le profil pour accéder à la Maison blanche. Et pourtant, c'est paradoxalement cette personnalité clivante, volontairement gros-

sière, pur produit de l'élite américaine, qui a su remporter la victoire. **Pas de programme politique clair** mais par contre, **une pléthore de slogans qui font mouche**, dont le désormais célèbre *Make America Great Again*, en référence au prestige prétendument perdu des Etats-Unis et de l'époque du plein-emploi.

À l'instar de toutes les rhétoriques populistes, Trump propose des **solutions simples** à des problèmes compliqués, **ayant bien saisi les frustrations d'une partie de l'Amérique** laminée par la crise qui sévit depuis 2008. Ainsi dans son programme, il propose notamment d'expulser 11 millions de clandestins, de construire un mur à la frontière mexicaine ou encore d'interdire l'entrée aux Etats-Unis des migrants.

Qui sont les électeurs de Trump ? À en croire les sondages, pas forcément les jeunes, qui auraient davantage voté pour son adversaire démocrate. **L'électorat** de Trump est **davantage masculin, plutôt âgé** (entre 45 et 64 ans), **peu diplômé** et **issu d'un milieu rural**. Il faut dire que Trump a plutôt dirigé sa campagne vers un public plus âgé.

Cette différence avec la réalité française doit nous pousser à ne pas tirer des conclusions trop hâtives sur les tendances de vote des jeunes pour les partis populistes et sur leur vision de la politique. Depuis son élection, peu d'avancées marquantes de son programme ont été réalisées. **Sa promesse de réforme de l'Obamacare n'a pas résisté à l'opposition de son propre camp.** Après son adoption le 4 mai à la Chambre des Représentants à une très courte majorité

et malgré un premier échec le 24 mars, le projet de réforme s'arrête le 28 juillet au Sénat. Trois sénateurs républicains, dont John McCain, votent contre et font subir une humiliante défaite à l'administration Trump.

La première décision présidentielle concerne la diminution de l'immigration. Le 27 janvier, Donald Trump signait **un décret interdisant l'entrée sur le territoire des ressortissants de 7 pays arabes et l'accueil de réfugiés syriens. Le décret a été suspendu temporairement** le 3 février par un juge fédéral. Un second décret est signé le 6 mars. Ce dernier, plus édulcoré, ne comprend plus que 6 pays et ne concernent pas les détenteurs d'une carte verte de résident permanent ou d'un visa, ainsi que les binationaux. Mais le nouveau décret est suspendu par une cour d'appel le 25 mai. En réaction, l'administration saisit la Cour Suprême le 2 juin afin de rétablir le décret. À chaque fois, les cours de justice ont dénoncé le caractère discriminant des décrets.

Enfin, le 1^{er} juin, **Donald Trump annonce le retrait des États-Unis de l'accord de Paris sur le climat.** Sans qu'aucun recours ne soit possible, le président applique un autre point phare de son programme. Durant la campagne, il n'a eu de cesse de dénoncer l'accord, invoquant le risque qu'il faisait encourir à la compétitivité des

États-Unis par rapport aux pays émergents et le peu d'impact que cet accord aurait sur le climat.

Signal encourageant pour tous les leaders qui se revendiquent comme populistes, mais quelque peu décourageant pour ceux qui ont confiance en la politique, malgré sa complexité, en la diplomatie et la nuance, **l'élection de Trump a marqué une césure : il est désormais possible d'accéder au pouvoir uniquement à l'aide de slogans**, même si l'application de ceux-ci flirte avec la légalité.

Cette élection doit servir à long terme **d'électrochoc à ceux qui étaient persuadés que la confiance populaire en la démocratie et ses bienfaits est quelque chose d'acquis.** C'est l'émergence d'un nouveau moment politique, qui doit servir de tremplin à une réflexion, dénuée si possible de tout dogmatisme.

LE MOUVEMENT 5 ETOILES

Le mouvement est **créé en 2009** par l'ancien humoriste italien Beppe Grillo et Gianroberto Casaleggio. Aujourd'hui, ce parti qui fait de **l'anti-establishment sa marque de fabrique**, est devenu la **deuxième force politique d'Italie** et a notamment gagné la ville de Rome lors des dernières élections municipales de 2016.



© Photo Yvolution

Dans sa manière de fonctionner, le parti est un pur produit de notre époque, notamment dans sa manière d'utiliser les nouvelles technologies. **Il souhaite faire d'Internet un outil de démocratie directe**, appelant notamment ses affiliés à se prononcer via des sondages publiés sur la plateforme web, donnant ainsi l'illusion d'une démocratie directe et participative.

Ni de gauche, ni de droite, son programme hétéroclite le rend **difficile à placer sur l'échiquier politique** : il milite à la fois pour la mise en place d'un revenu universel, pour une fiscalité favorable aux petites et moyennes entreprises ou encore pour une sortie de la zone euro et pour une limitation de l'immigration. **Le but affiché est clair : attirer un nombre maximal d'électeurs, autour de propositions qui a priori font l'unanimité chez tout le monde, en ne s'encombrant pas d'une ligne idéologique cohérente.** Le parti est essentiellement circonstanciel car il a profité d'un climat difficile, surtout prégnant dans les régions pauvres d'Italie.

À l'instar du Front national, le Mouvement 5 étoiles a également su séduire la jeunesse et est le premier en termes d'intentions de votes des sujets âgés entre 18 et 35 ans, qui ne se reconnaissent que très peu dans le programme des partis traditionnels.

EN BELGIQUE

À une moindre échelle, le **phénomène n'épargne pas non plus notre pays**. Petit pays par sa superficie mais ô combien complexe par son organisation, les institutions et leur fonctionnement, les tensions communautaires rendent parfois la lecture

de la vie politique belge difficile, jusqu'à en décourager certains.

Ce flou apparent peut également servir d'argument pour dénoncer le soi-disant mystère entourant les décisions politiques, nourrissant ainsi, à une moindre échelle cependant, les théories du complot.

En Belgique, nous pouvons citer l'exemple du **Parti Populaire de Mischael Modrikamen**, avocat s'étant fait connaître dans le procès Fortis. En 2009, il fonde avec Rudy Aernoudt le Parti populaire. Ce dernier quitte le parti suite à des dissensions avec Modrikamen et très rapidement, **le PP adopte des positions dures, en tablant notamment voire uniquement sur le rejet de l'immigration.**

À l'heure où nous écrivons ces lignes, **Modrikamen** n'hésite pas à **s'auto-proclamer populiste** et se revendique fier d'être à la tête « d'un mouvement qui se lève dans ce monde occidental avec le Brexit et l'élection de Trump, en emblème de ce mouvement populiste ». Trop utilisé à mauvais escient par les médias dits « traditionnels » ou l'opinion publique, l'argument du populisme peut également finir par servir ces mouvements, qui finissent par s'en réclamer, pour enrichir leur communication et asseoir leur position d'outsider du jeu politique, voire de victime.

Lors d'un congrès du parti tenu en novembre 2016, Modrikamen n'a pas hésité à sortir un balai, qui servirait à balayer « la corruption, le politiquement correct et les médias, (...) la classe politique belge ». Il se présente ainsi comme une véritable alternative aux partis traditionnels.

5. LE POPULISME DIT SCIENTIFIQUE

Au delà des griefs politiques, le populisme peut également prendre une autre dimension. Ainsi, Beppe Grillo, dans certains de ses spectacles, n'a pas hésité à nier certaines réalités scientifiques, notamment concernant l'incurabilité du sida.

Canular ou non, **ces idées s'articulent autour de la critique d'une élite savante, qui imposerait sa science au peuple.**

Dans ses *one man shows*, Grillo n'hésite pas à dire que le sida est « la plus grande farce du siècle » et est *in fine* créé de toutes pièces pour alimenter le secteur pharmaceutique.

De tels propos, pouvant être associés davantage à l'argumentaire des théories du complot qu'à celui du populisme, dans le chef d'un homme politique, populaire de surcroît, ne sont pas sans conséquence dans l'imaginaire collectif et peuvent semer le doute.

Partout dans le monde, certains préjugés persistent sur le sida, dont on ne guérit toujours pas. Les conséquences sont dramatiques également sur l'impact que peuvent avoir les campagnes de prévention menées par les associations de terrain.

S'il est vrai que grâce à la recherche scientifique, les traitements contre le VIH sont moins lourds et plus efficaces pour le patient, en 2015, le nombre de personnes infectées par le virus avait augmenté de 5%, soit 1001 cas supplémentaires en Belgique. Le risque est également grand de voir certaines personnes malades se tourner vers des traitements dits naturels mais tout à fait inefficaces pour ce type d'infection.

Il existe également un populisme que l'on pourrait qualifier de « climatique ».

Le réchauffement climatique et ses conséquences ne font pas l'unanimité au sein du monde scientifique. Le débat n'est pas clos et malgré certains faits avérés, certains hommes politiques n'hésitent pas à tenir des discours pour le moins équivoques, focalisant uniquement leur discours sur les données allant dans le sens climatoscepticiste.

Durant sa campagne, Donald Trump s'est clairement positionné en affirmant que le changement climatique n'était qu'un « canular inventé par les Chinois pour tuer l'industrie américaine », promettant par la même occasion de revenir sur les accords internationaux en faveur du climat. La nomination récente de Scott Pruitt, climatosceptique et proche des lobbys énergétiques, à la tête de l'Agence de protection de l'environnement, s'inscrit dans la suite directe de ses déclarations de campagne.

Donald Trump tente de brasser un large panel d'électeurs mais ses positions se placent en porte-à-faux des vérités scientifiques et des accords internationaux qui ont été signés. Ses positions pourraient placer les Etats-Unis dans une position délicate à l'avenir.

Nous le voyons, **le populisme peut prendre plusieurs formes et ne se limite pas au champ politique.** Dans le cas du populisme dit « scientifique », la stratégie consiste bien souvent à faire passer ses sentiments, ses convictions personnelles, avant la loi ou avant des faits avérés, pour séduire certaines sensibilités.

6. POURQUOI ET COMMENT RÉPONDRE AUX POPULISMES ?

LES DANGERS DE LA SIMPLIFICATION OUTRANCIÈRE

Les partis politiques et *in extenso* ceux qui les représentent ont notamment pour mission de dénoncer les défauts d'un système et de tendre au bien commun, avec le concours des institutions en place. **Certes, le populisme dénonce ces failles et propose des solutions, extrêmement séduisantes, mais simplifiées au regard de la complexité des enjeux.** Il ne suffit pas d'instaurer une taxe sur la fortune pour inverser la courbe du chômage ou de sortir de la zone euro pour cesser le flux migratoire, comme certains partisans du Brexit ont pu l'affirmer lors de leur campagne en faveur du *Leave*.

La politique est un phénomène parfois complexe et les processus de décisions prennent nécessairement du temps et exigent un certain sens de la diplomatie des acteurs en présence. Nier la complexité de la chose politique, c'est décrédibiliser le travail des acteurs de la société civile, dans l'unique but de plaire à son interlocuteur.

Par sa rhétorique, le populisme crée plusieurs catégories de citoyens et nourrit la suspicion à l'égard des institutions et ceux qui sont censés les représenter. Il crée une intolérance au nom d'une apparente tolérance, en niant le caractère pluraliste de la société.

VRAIS REPRÉSENTANTS POPULAIRES ?

Les populistes ont tendance à se considérer comme les seuls à représenter les intérêts du Peuple, pourtant loin de rassembler un ensemble d'individus aux desseins et aux identités semblables, comme le serait un bloc monolithique. En outre, la plupart de ces politiques sont eux-mêmes issus de ce qu'ils qualifient d'élite. Donald Trump, Marine Le Pen ou Beppe Grillo, avant de se lancer en politique, jouissaient d'une notoriété et d'avoirs financiers considérables. C'est cette même notoriété qui leur a permis d'entrer en politique, loin du mythe du *self made man*.

Le *modus operandi* est également paradoxal : **pourquoi vouloir accéder à des hauts niveaux de pouvoir, alors que l'on est soi-même contre l'establishment ?** N'y a-t-il pas quelque chose d'antinomique dans le fait qu'il n'y ait qu'un seul individu pour représenter les intérêts populaires ?



LES PROMESSES POPULISTES À L'ÉPREUVE DES FAITS

Si la diabolisation de ce phénomène n'est sans doute pas la solution au problème et qu'il convient d'abord de combattre les origines plutôt que les symptômes, il faut néanmoins s'armer de prudence face à certains discours, séduisants mais poussés à la simplification extrême. Certains partis étant parvenus à des échelons de pouvoir, nous pouvons désormais établir une comparaison entre ce qui est promis et ce qui est réellement mis en place sur base de faits.

En janvier 2017, le parti de Grillo, ayant fait de l'instauration d'un référendum pour sortir l'Italie de la zone euro son cheval de bataille, fait volte-face et tente un rapprochement avec l'ALDE, le groupe libéral du Parlement européen, présidé par Guy Verhofstadt et qui est l'un des groupes européens les plus actifs en matière d'intégration européenne.

Auparavant, le mouvement italien siégeait au sein de l'EFDD (groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe) aux côtés de l'UKIP, parti anglais eurosceptique et principal artisan du Brexit. Après la sortie du Royaume-Uni, Nigel Farage a quitté la présidence de l'UKIP et de la même manière l'EFDD. Isolé au Parlement européen, la stratégie de Grillo pour se rapprocher de l'ALDE entre en totale contradiction avec ses positions publiques et nous pousse à nous interroger sur les motivations de celui-ci. Ce rapprochement a été un fiasco mais le cas échéant, le mouvement aurait eu une influence substantielle dans les prises de décisions européennes puisque l'ALDE serait devenu le troisième groupe politique au Parlement.

L'ÈRE DE LA POST TRUTH POLITICS

Depuis l'épisode du Brexit et plus encore depuis l'accession de Donald Trump à la Maison Blanche, nous avons assisté à l'émergence d'un phénomène nouveau, celui de *post truth politics*, ou de la « politique post-vérité ».

Élu mot de l'année 2016 par l'Oxford Dictionary, ce phénomène, dont les réseaux sociaux ont été le catalyseur, consiste à faire passer la vérité des propositions après la forme de celles-ci. Les propositions ne sont plus construites comme un discours-vérité mais comme un plaidoyer destiné à flatter les passions et les croyances du public en présence.

À l'occasion de la campagne pour le Brexit, les partisans de la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, en la personne de Nigel Farage, avaient affirmé que le pays versait 350 millions de livres sterling à l'Europe, et qu'en cas de victoire, ils s'engageraient à reverser cette somme au National Health Service, l'équivalent anglais de la sécurité sociale.

Cette séduisante proposition en faveur de la santé et tirant à boulets rouges sur l'Europe a probablement été déterminante dans les bureaux de vote. Le hic, c'est que Nigel Farage, invité le lendemain du référendum sur les plateaux de télévision, a avoué que cette promesse était « intenable ». Ce mensonge démontre bien à quel point les partisans du Brexit ont su cerner le ressentiment de certains Anglais à l'égard de l'Union européenne, bien que ce genre de mensonges pourrait à terme se retourner contre eux, qui se présentent comme les garants d'une politique respectable.

Cet épisode est l'occasion de rappeler qu'**il faut rester critique et vigilant face aux informations véhiculées par les médias**, plus particulièrement à l'ère de l'information en continu. **Multiplier les sources et les intervenants, s'interroger sur les intérêts et les motivations de ceux-ci, prendre du recul**, sont autant de conseils utiles pour appréhender avec un regard critique les médias, qui rappelons-le, restent des outils formidables de communication et d'ouverture sur le monde.

La vérité ne doit pas devenir un *addendum* à la communication politique et chacun doit veiller à ne pas tomber dans le compromis, voire l'indifférence, à l'égard de la vérité. Mentir peut certes être efficace à court-terme mais contre-productif, voire destructeur sur le long terme.



© notrevotreleura1.blogspot.be

INTERVIEWS

"LE POPULISTE NE S'ADRESSE PAS À LA TÊTE DES GENS MAIS À LEURS TRIPES."



Barbara Mourin est la directrice-adjointe de la régionale picarde du CAL, le Centre d'Action Laïque, et est en charge de la gestion de projet, du positionnement politique ou encore de la gestion des productions écrites.

Le Centre d'Action Laïque est reconnu en mouvement d'éducation permanente et mène une à deux campagnes d'éducation permanente tous les ans. En 2013, une campagne sur le populisme a été menée. Le slogan était « les discours populistes ennemis des libertés ». Ce qui a conduit le CAL à mener cette campagne, ce sont des constats à partir du travail de terrain : un sentiment de désaffection complet de nos concitoyens, de défiance envers le monde politique, des discours simplistes réducteurs qui sont véhiculés dans les médias mais aussi par certains élus.

Sur base de tous ces constats, cette campagne sur le populisme visait à

contrario la sensibilisation et la promotion de la démocratie et partait du postulat de base que si notre système électoral n'est certes pas parfait, c'est le moins mauvais qu'on a pu trouver jusqu'à maintenant.

Comment définiriez-vous le populisme ? Nous avons pu voir à travers nos recherches que c'est un terme assez flou. Comment, à la suite de cette campagne, avez-vous réussi à forger une définition ?

C'est effectivement un des premiers constats que nous avons fait après avoir travaillé 18 mois sur le plan exclusivement théorique à recueillir toute la littérature scientifique et rencontrer des experts sur la question. Le premier constat est que l'on n'a pas de définition unique du populisme. On peut retracer une histoire du concept mais en donner une définition est extrêmement compliqué. C'est un mot valise dans lequel on peut mettre tout et n'importe quoi comme aujourd'hui lorsqu'on parle d'atteindre le point Godwin quand on accuse quelqu'un de faire référence au nazisme. Le populisme est aussi un argument pour clouer le bec à un moment donné à son interlocuteur. Il faut savoir avant tout que ce n'est pas un terme qui a forcément un sens péjoratif au départ.

Le populisme, étymologiquement parlant, c'est la voix du peuple et donc il y a un mouvement qui est né en Russie, les Narodniki. Parallèlement, fin XIX^e siècle - début XX^e siècle aux États-Unis, c'étaient des travailleurs de la terre qui se sont battus pour avoir leurs propres représentants au niveau de l'État. C'est simplement cela :

la représentativité directe du peuple. Dans son sens péjoratif aujourd'hui, quand on parle de populisme, je ne peux pas dire qu'il s'agit d'une idéologie mais d'un mouvement où un leader parle au nom du peuple qui est une entité floue, mal définie. Ce qui veut dire que chacun peut se reconnaître dans le discours d'un leader populiste. Il définit, il montre du doigt un ennemi, un responsable ; propose des solutions simplistes aux problèmes complexes et est prêt à tout pour mettre le peuple dans sa poche.

Beppe Grillo en Italie a eu cette formule tout à fait éclairante quelques mois avant une échéance électorale. Il a dit au peuple italien : « Votez avec vos tripes, pas avec votre tête ». C'est vraiment cela le populisme par excellence.

Quand Marine Le Pen s'est exprimée dans les médias, elle a dit à l'occasion d'une précédente échéance électorale : « Aujourd'hui, contre toute attente, le peuple français s'est invité à la table des élites ».

Et c'est ça aussi l'idée du populisme, c'est que « le pouvoir est aux mains de technocrates qui nous flouent, qui ne veulent pas notre bien et moi je sais ce que vous vivez, je connais votre réalité. Si vous m'écrivez moi, je serai la représentante légitime de votre parole ». C'est cela l'idée du populisme.

Vous décrivez le populisme de manière négative. À l'heure actuelle, est-ce que cela peut englober des aspects autres que négatifs ?

Aujourd'hui, c'est un terme qui est entendu presque exclusivement dans son sens négatif, c'est clair. Mais si vous rencon-

trez quelqu'un comme Olivier Starquit à Liège, c'est quelqu'un qui défend une vision positive du populisme en disant que pouvoir réellement défendre les droits, les besoins du peuple, c'est légitime. Mais cela n'est pas le propos du populisme tel qu'il est défini aujourd'hui.

Avez-vous déjà entendu parler de populisme scientifique ? Qu'en pensez-vous ? Que pensez-vous des autres formes de populisme ? Est-ce qu'ils agissent de la même manière que les populismes dits politiques ?

Je n'avais jamais entendu parler de cette expression de populisme scientifique même si j'entends bien, que d'une certaine manière, il s'agit d'une remise en cause de certaines découvertes attestées scientifiquement et qui sont balayées avec des arguments tels que la théorie du complot et ce genre de choses.

S'ils ne sont pas aussi visibles que le populisme politique, ils sont extrêmement dangereux parce qu'ils font vaciller quand même des principes et des mécanismes qui font appel au libre examen et à la démonstration scientifique. À tout ce qui fonde finalement les racines de la pensée rationnelle. C'est extrêmement dangereux.

Est-ce qu'il existe d'autres formes de populismes dont nous n'avons pas encore parlé ici ?

Toutes les formes positives je dirais. À la limite, en renversant la définition du concept, on pourrait dire que toute organisation de la société civile, d'une certaine manière, pratique le populisme puisque c'est la représentation de la population,

du citoyen, le premier degré de représentation du citoyen. Donc, cela serait peut-être intéressant de rendre à cette notion ses lettres de noblesse si je puis dire. On peut confondre populisme et discours simpliste et dans certains cas, populisme et démagogie. Pourquoi ne pas appeler un chat un chat et dévoyer un terme de son sens premier ?

Pensez-vous qu'il existe une réelle menace populiste en Belgique ? Si oui, quelle est-elle ?

En Belgique, je ne sais pas. Quand on voit les mouvements électoraux pris autour de nous, c'est inquiétant. Je mets de côté l'idéologie politique, je parle bien de la méthode. Quand on voit la façon dont Donald Trump balaie d'un revers de main les piliers de la démocratie en insultant les juges, en assenant des contre-vérités. Quand on voit un député européen polonais qui se permet d'affirmer que les femmes, puisqu'elles sont moins intelligentes que les hommes, doivent avoir un salaire inférieur. Quand on entend les discours de Marine Le Pen sur ses cibles favorites que je ne dois pas rappeler. Quand on voit ce qui se passe en Hongrie. Oui, on peut être légitimement inquiet. Je pense qu'en Belgique aujourd'hui certaines organisations politiques flirtent avec le populisme, avec des affirmations assénées... Je pense à cet élu qui a dit qu'au moment des attentats la majorité des citoyens belges de confession musulmane avait dansé et ce, sans aucune vérification. Je crois réellement, que l'on est dans un contexte, dans un climat qui est favorable à ce genre d'idées. L'enquête qui a été commandée par la fondation *Ceci n'est pas une crise* et qui

met en avant qu'une majorité écrasante des Belges souhaite un pouvoir fort, parce que la population n'a plus confiance dans le monde politique traditionnel est interpellante. C'est préoccupant qu'un pouvoir fort soit porté par une idéologie de gauche ou de droite, peu importe !

Vous l'avez évoqué, on observe un peu partout dans le monde la montée des populismes mais comment faire face à cette montée ? Quelles pistes de solution prônez-vous ?

Je pense que les partis traditionnels, quels qu'ils soient, doivent vraiment faire un état des lieux de leur fonctionnement. Je crois qu'il y a une vraie déconnexion entre le monde politique et le citoyen. On observe une fracture entre l'organisation de l'Etat et la réalité de la vie des gens. Il faut une évolution dans les organisations politiques traditionnelles. Il faut vraiment un retour à une écoute de la vie du citoyen et il faut un vrai travail de diminution effective des inégalités. Je pense que ce sont des éléments essentiels.

Les populistes se réclament de la voix du peuple, qu'en pensez-vous ?

Je ne souscris pas à cette analyse parce que le populiste dit « Je suis ta voix, je connais ta réalité » mais il s'adresse à tout le monde en disant cela. La réalité d'un chômeur, la réalité d'un petit indépendant, la réalité de quelqu'un qui a une profession libérale ou d'un employé n'est pas la même. C'est une facilité de discours qui veut dire tout et n'importe quoi. Le peuple, ça n'existe pas. Ce n'est pas une entité homogène.

Pensez-vous que les jeunes peuvent être considérés comme un public cible pour les populistes ?

Avant l'enquête *Ceci n'est pas une crise*, la RTBF et d'autres partenaires avaient commandé une autre enquête, *Génération Quoi ?*, et le résultat de cette enquête est que si les jeunes expriment un sentiment de dégoût, une certaine défiance envers le monde politique traditionnel, ils n'en sont pas pour autant désengagés. Ils choisissent des voies d'engagement citoyen à une échelle beaucoup plus réduite. Je pense que dans la population en général, jeunes ou pas, les gens sensibles aux discours populistes sont les gens les plus fragilisés de notre société. Les jeunes fragilisés, donc peu diplômés, qui ont des parcours de chômage de longue durée sont effectivement peut-être plus enclins, plus sensibles à ce type de discours. Mais je ne suis pas sûre que la jeunesse dans son ensemble y soit sensible. Je pense que la remobilisation des jeunes dans la société civile est une vraie réponse au populisme. De pouvoir faire prendre conscience aux adolescents et aux jeunes adultes qu'ils ont un vrai pouvoir citoyen d'agir, c'est un bon moyen de résister au populisme mais c'est aussi, je pense, ce qui sera le moteur du changement dans les organisations politiques traditionnelles.

Comment déconstruire les discours populistes auprès des jeunes ?

Tous ces discours, toutes ces affirmations à l'emporte pièce peuvent facilement être déconstruits par les faits. Effectivement, prendre toutes ces affirmations et les confronter à des études statistiques, à la

réalité scientifique permet dans une certaine mesure de rééquilibrer les choses. Là où cela devient extrêmement compliqué, c'est que le populiste ne s'adresse pas à la tête des gens, il s'adresse à leurs tripes. Quand les gens sont touchés à un niveau affectif, amorcer un changement de raisonnement est très compliqué. Il faut laisser un espace et un temps pour que s'expriment le discours et le vécu de ces jeunes, pour qu'ils disent « quelqu'un qui est profondément rejetant, raciste, homophobe, anti tout et n'importe quoi... à la limite, peu importe ! C'est important de le laisser exprimer pourquoi il pense comme cela ».

Quelle était la conclusion de votre campagne ? Quelles sont les grandes lignes qui en sont ressorties ?

Ce que l'on a surtout fait, c'est essayer de circuler dans nos circuits habituels, comme les maisons de la laïcité, pour animer des cafés citoyens. Nous avons été face à des personnes qui avaient envie de s'interroger sur ces questions-là et qui avaient envie de se mettre en mouvement, quelle que soit leur opinion politique, pour faire barrage à ce risque de retour à une solution simple aux problèmes qui sont complexes et qui le deviennent de plus en plus.

"LE POPULISME N'EST PAS UNE IDÉOLOGIE MAIS UN STYLE POLITIQUE."



Jean Faniel est docteur en science politique de l'ULB et travaille au Centre de recherche et d'informations socio-politiques (CRISP) depuis septembre 2006, d'abord comme chercheur et depuis septembre 2013, comme directeur général. Ses publications portent sur la vie politique belge et ses acteurs, sur les élections, sur la conflictualité sociale, sur l'éthique en politique ou encore sur le financement de la vie politique.

Le CRISP est un centre qui existe depuis quelque soixante ans et qui étudie la décision politique en Belgique en analysant les acteurs qui font cette décision, à savoir les politiques, les partis principalement et évidemment les rapports de force liés aux élections. Le champ d'étude concerne également les acteurs sociaux (patronat, syndicats et mouvement sociaux), sans oublier les acteurs économiques. Le rôle du CRISP est d'éclairer sur ce qui fait la décision politique, y compris lorsque ce sont des acteurs auxquels on s'attend moins qui sont à la manœuvre.

Comment définiriez-vous le populisme ?

Il y a un certain consensus dans la littérature scientifique pour définir le populisme non pas comme une idéologie, mais comme un style politique, comme une rhétorique, un type de discours qui peut alors venir se greffer sur une idéologie. Il y existe des éléments communs que l'on va retrouver dans les divers mouvements ou partis populistes : en particulier la valorisation du peuple contre l'élite, en sachant que ces deux entités sont considérées de manière très homogène. Cette élite, présentée de façon uniforme, a des intérêts qui vont complètement à l'encontre du peuple, peuple qui est lui-même défini comme uniforme. Le style politique populiste va avoir tendance à nier ou à écraser toute divergence, tout hétérogénéité, toute division que l'on peut retrouver dans la société et donc à homogénéiser les choses de telle manière que les populistes donnent l'impression qu'il y a le bon peuple, dont les intérêts sont partagés par l'ensemble des gens et qu'il y a les mauvaises élites, qui ont des intérêts contraires à ceux du peuple. À partir de là, si les choses ne vont pas bien, c'est parce que précisément l'élite a pris le dessus et qu'elle agit contre le peuple.

Si on admet l'idée que le populisme est un style politique plutôt qu'une idéologie, cela permet de comprendre qu'il peut y avoir un populisme à droite et à gauche. Historiquement, le populisme apparaît au XIX^e siècle en Russie puis aux États-Unis plutôt à gauche. Le premier parti populiste en Russie, apparu dans les années 1860, se définit comme tel car il défend les intérêts du peuple russe, essentiellement constitué de paysans et un peu d'ouvriers. Plus tard, on va retrouver ses membres, après

des évolutions, dans la Révolution russe. On va voir un tournant avec un populisme nettement plus à droite avec le boulangisme en France à la fin du XIX^e siècle où il y a un appel au peuple contre les élites.

Si l'opposition entre peuple et élites est le principal trait commun aux discours populistes, discours populistes de gauche et de droite ne vont pas nécessairement prendre les mêmes formes. La conception du peuple va être potentiellement très différente. Pour le populisme de gauche, le peuple est le *demôs* si l'on revient au terme grec, entendu comme le « peuple des citoyens ». La population dans son ensemble doit gérer les affaires de la *polis*, de la « cité ». La conception du peuple dans le populisme de droite tel que pratiqué par le Front national, le PVV néerlandais ou encore par le Hongrois Viktor Orbán est davantage *l'ethnos*, le peuple entendu dans le sens « ethnique ».

Ce que l'on retrouve dans le populisme, c'est aussi l'idée qu'il y a le peuple, qu'il y a les élites, que les élites veulent continuer à tromper le peuple pour leur propre intérêt et que pour ce faire, elles ont des complices au sein du peuple. Cela peut être par exemple les magistrats (entendus comme « mauvais », à la différence des « bons » policiers). Dans les discours populistes, on va aussi retrouver les syndicats comme étant des complices qui vont perturber la société et l'économie. Ce dernier point va bien entendu moins se retrouver dans les discours populistes de gauche, qui ont davantage un fondement d'opposition de classes, de lutte de classes. Dans le même ordre d'idée, on va retrouver essentiellement à droite les étrangers comme étant d'autres com-

plices des élites. Les étrangers, dans le peuple considéré comme *ethnos*, sont finalement à la fois coupables des problèmes du peuple et en même temps sont les instruments des élites pour nuire au peuple.

À quel genre d'*ethnos* la droite populiste fait-elle référence ?

Cela dépend des cas et cela marque la frontière entre la droite populiste et l'extrême droite. Selon les conceptions, vous allez retrouver chez certains l'idée qu'une assimilation est possible, alors que pour d'autres, il y a des différences fondamentales : vous êtes né homme ou vous êtes née femme et vous ne pourrez jamais passer de l'un à l'autre. Ou bien vous êtes né noir, on ne pourra jamais rien y changer et vous ne serez jamais un « vrai » Français. Là, il y a vraiment un discours d'extrême droite avec la dimension raciste, et pas uniquement xénophobe, qui refuse l'assimilation. De l'autre côté, si vous êtes d'origine étrangère ou d'une culture étrangère, pour autant que vous vous conformiez à ce qu'on attend d'un « vrai » habitant du cru, il n'y a pas de problème à première vue, en tout cas dans le discours. Là se trouve d'une certaine manière la frontière entre ces seconds populismes que l'on ne peut pas classer à l'extrême droite et une extrême droite qui a peu à peu adopté un discours de type populiste. Il y a ainsi des partis aux racines clairement d'extrême droite, fascistes, comme le Front national, qui a évolué sous la houlette de Marine Le Pen. Il y a aussi des partis qui ne viennent pas de la famille fasciste de l'entre-deux-guerres, tels les partis populistes des pays nordiques, ni par leurs dirigeants,

ni par leur organisation. Ils tiennent des discours populistes de droite, nationaux-populistes, mais ne sont pas d'extrême droite car le principe fondamental n'est pas tout à fait le même et le rapport à l'immigration non plus.

Quelles sont les caractéristiques des partis populistes de gauche ? La volonté de changement de régime politique en est-elle une ?

Si nous prenons le cas du PTB en Belgique, je ne suis pas totalement convaincu qu'il s'agisse d'un parti populiste de gauche. Leur rhétorique est davantage une rhétorique de gauche « classique » qui ne joue pas tellement sur l'opposition peuple/élites. Ils le font parfois, mais cela reste nettement moins affirmé que ce que Jean-Luc Mélenchon a développé ces dernières années, notamment sous l'impulsion de la philosophe Chantal Mouffe. Le PTB reste un parti qui fonde son idéologie sur les classes sociales, les différences de classes et les intérêts de classes. Il ne porte pas d'attaques contre les « médias », par exemple. Dès lors, je ne le qualifierais pas vraiment de populiste.

L'autre question qui se pose est : est-ce que cela reste un parti révolutionnaire ? Il y a une certaine évolution dans le chef du PTB qui l'amène à se « social-démocratiser », à devenir plus réformiste. Lorsque l'on regarde les terrains d'intervention sur lesquels ils sont, sur les questions d'énergie, de ramassage des ordures et surtout au niveau des communes, on a l'impression que l'on n'est plus dans les grandes théories, dans les grandes idéologies mais plutôt sur des questions beaucoup plus concrètes. En même temps, c'est un parti qui dit continuer à vouloir chan-

ger la société, à vouloir la transformer. Le PTB a un rapport au pouvoir qui n'est pas simple à gérer pour lui puisqu'il veut pouvoir participer au pouvoir quand c'est possible mais, en même temps, il dit que dans le cadre actuel, notamment législatif et réglementaire européen, le rapport de force ne lui permettrait pas d'agir comme il le souhaiterait pour changer les choses en profondeur. Ça reste donc un parti de gauche radicale, c'est-à-dire qui veut résoudre les problèmes à la racine. Ces problèmes sont les problèmes d'opposition de classes. Dans son idéologie, sa philosophie, cela reste assez cohérent. Il n'est probablement plus un parti d'extrême gauche avec la même force, la même vigueur qu'il y a trente ou quarante ans. Je crois que c'est un parti qui évolue. Toutefois, il n'évolue pas vers un populisme de gauche, cela n'est pas le plus frappant.

En général, dans la montée des populismes en Occident, que ce soit en Europe ou en Amérique du Nord, on a tendance à avancer comme premier facteur le facteur économique, lié à l'emploi. Qu'en pensez-vous ? Quels sont les impacts des facteurs identitaire et d'éthique politique ?

Dans le débat politique, le terme « populisme » est souvent utilisé comme anathème, comme une insulte, mais aussi pour fermer le débat. Nous sommes dans une situation où quand on traite quelqu'un de populiste, l'idée sous-jacente est qu'on ne veut pas débattre avec lui parce que ce qu'il dit serait honteux, indicible, etc. Dans ce type d'usage du terme populisme, on retrouve en réalité une forme de dénigrement des partis ou des hommes et femmes politiques qui

sont dénoncés, injuriés presque. Mais on retrouve aussi une forme de dénigrement du peuple lui-même avec l'idée défendue par certains auteurs que la dénonciation faite par les « élites médiatiques », telles qu'elles sont nommées, a souvent pour conséquence de « jeter le bébé avec l'eau du bain » d'une certaine manière. Ainsi, en traitant quelqu'un de populiste et en refusant le débat avec lui, on aurait aussi tendance à insulter les couches populaires de la société et à ne pas aborder les problèmes que celles-ci rencontrent. Il en résulte qu'une telle attitude aurait tendance à nourrir le phénomène populiste.

Les trois facteurs que vous avez cités sont, à mon avis, des éléments qui s'imbriquent d'une certaine manière et sont en bonne partie responsables de la montée en puissance des partis populistes. Certains déconsidèrent les partis populistes pour faire l'économie de l'analyse des causes de ce phénomène.

La question économique est importante, je pense. Elle ne joue pas de la même manière pour tout le monde. Les partis populistes n'attirent pas nécessairement les plus pauvres. Lorsque l'on regarde les statistiques de vote des plus précarisés, on remarque que c'est surtout l'abstention qui domine. Par ailleurs, le vote populiste ou le vote d'extrême droite sont des votes qui sont assez composites, c'est-à-dire qu'ils incluent à la fois des gens qui sont d'anciens électeurs de gauche avec une situation économique qui n'est pas nécessairement très facile, et d'autres qui sont plutôt des électeurs traditionnellement de droite, éventuellement qui appartiennent à la classe moyenne, voire à la classe plus favorisée. Donc faire le

lien entre l'économie et le vote populiste serait à mon avis erroné parce que trop simple. Mais en même temps, on peut se dire que c'est lié aux évolutions économiques à différents égards.

Les évolutions économiques sont, d'une part, le climat d'un ralentissement de croissance depuis le milieu des années 1970 avec une période de chômage de masse qui s'est installée dès 1975-1980 et qui n'a jamais vraiment été résorbée. La crise s'est accompagnée d'une montée des inégalités relativement claire, même pour des pays qui restent peu inégalitaires comme la Belgique ou la France, où le niveau des inégalités est nettement moindre que dans les sociétés latino-américaines ou anglo-saxonnes. La mondialisation est l'autre élément économique notable, avec l'augmentation des échanges et la mise en concurrence avec d'autres territoires, d'autres pays, d'autres continents. Cette mondialisation suscite des craintes, parfois à juste titre. Ces différentes évolutions économiques ne touchent pas tout le monde de la même manière, notamment avec l'idée qu'il y a des « perdants » et des « gagnants » de la mondialisation. Cette analyse était déjà utilisée dans les années 1990 pour expliquer le vote d'extrême droite. On voit que ces évolutions économiques ont pour point commun de déboussoler pas mal de gens et de les amener à se dire que le présent est déjà compliqué et que le futur est très incertain, notamment pour les enfants. Là-dessus vient se greffer l'idée qu'il y a un certain enraiment de la capacité d'action du politique. C'est notamment lié au contexte de crise et à la mondialisation et, dans notre situation, à l'européanisation. La décision se prend de plus en

plus au niveau de l'Union européenne ou d'autres instances internationales comme le FMI, l'OCDE, l'OMC, etc. Les hommes et femmes politiques n'ont plus beaucoup de pouvoir entre leurs mains et le disent dans bien des cas, ce qui renforce le sentiment d'impuissance du monde politique. À partir du moment où l'on a des situations économiques qui ne sont pas évidentes, au moins pour une partie de la population, et que l'on y ajoute la montée de l'impuissance politique, on se retrouve dans une conjoncture où les questions d'éthique politique – remises à l'avant-plan par les « affaires » – prennent beaucoup plus de place et vont avoir une caisse de résonance plus importante. On semble y voir le développement d'une élite politique qui s'en met plein les poches alors qu'une partie de la population doit gérer une situation difficile au quotidien. Au final, non seulement les hommes et femmes politiques ne seraient plus capables de faire avancer les choses, de changer la société et de résorber les problèmes liés à la crise, mais en plus ils résoudraient par contre les difficultés pour eux-mêmes.

S'ajoute à cela le troisième élément qui est en partie lié à l'impuissance politique et en partie lié aux évolutions politiques : une certaine montée des inégalités, une certaine stratification sociale, une certaine stratification urbaine. Elle va avoir tendance soit à renforcer soit à permettre le renforcement des replis et des clivages identitaires, que ce soit sur des lignes de fracture communautaire à caractère ethnique ou religieux. Il en résulte aussi un accroissement des tensions entre des quartiers, par exemple. Les rapports sociaux à caractère d'inégalité économique ou de classe se marquent aussi au niveau

des territoires. En fonction des moyens, vous allez habiter tel ou tel quartier. Les discours populistes peuvent plus facilement séduire des gens qui ont des difficultés sur le plan socio-économique, ou qui ne le sont pas mais qui sont confrontés « par procuration » à des difficultés économiques et à des questions de vivre-ensemble assez fortes.

Au final, les trois facteurs que vous avez pointés sont importants.

Les populistes nient la complexité du débat en ne voulant y apporter que des réponses simplifiées à l'extrême. Est-ce que c'est une caractéristique de la manière de faire de la politique de façon populiste ? Est-ce que ces positions simples sont plus une posture rhétorique ou est-ce une réelle conviction profonde qu'il faut revenir aux choses simples face à cette complexité du monde ?

Cela peut être les deux. Dans certains cas, il existe des choses qui ne sont pas nécessairement très complexes pouvant amener à des changements relativement importants et donc voir de la complexité partout n'est pas nécessairement toujours indiqué. Il peut y avoir chez certaines personnes, même éloignées du populisme, la volonté de sortir de cette complexité « outrancière ».

Cela étant, les sociétés se sont fortement complexifiées. Un des traits du populisme est d'homogénéiser la société, de voir du noir ou du blanc, mais pas les nuances de gris. Lorsqu'ils arrivent au pouvoir, ils remarquent que les choses ne sont pas aussi simples. Le risque est de faire preuve d'autoritarisme, dans ce cas. On décrète, on décide parce que le peuple l'a voulu. Par définition, le leader sait ce

que le peuple veut parce qu'il le conduit et qu'il est entre le peuple et les élites. Il décide ce qu'il faut et l'intendance suivra ou devra suivre. Cela peut fonctionner dans un certain nombre de cas parce que le système politique le permet, mais avec une dérive autoritaire assez forte. Dans le cas turc, les contre-pouvoirs semblent relativement peu opérants ou ils ont été purgés. Dans d'autres cas, on a des contre-pouvoirs qui jouent leur rôle. Aux États-Unis, tel ou tel tribunal a joué son rôle de contre-pouvoir et a contraint l'administration Trump à revoir son décret anti-immigration.

On peut donc être en présence d'une volonté de simplifier les choses pour des raisons pédagogiques – essayer d'expliquer simplement où sont les problèmes. À d'autres moments, on est clairement face à des propos assez réducteurs et pas seulement pédagogiques, surtout quand on arrive au pouvoir.

Concernant les résultats du Brexit, on remarque des différences de vote en fonction de l'âge. Les jeunes ont voté en majorité contre. Pourquoi les jeunes, selon vous, n'ont-ils pas été en majorité réceptifs à la campagne des partis populistes anglais ?

En moyenne, les jeunes sont surreprésentés parmi les électeurs anti-Brexit. Cela ne veut pas dire que 100 % des moins de 25 ans ont voté contre le Brexit. Il y a un entremêlement de plusieurs facteurs (géographique, niveau de diplôme, catégorie socio-professionnelle, degré d'exposition à la concurrence sur le marché du travail, etc.) qui doivent beaucoup jouer en faveur d'un vote pour le Brexit ou, au contraire, en défaveur du Brexit.

Et puis, pour un certain nombre de personnes sans doute, l'âge a été un facteur déterminant ou surdéterminant.

Une explication serait qu'une série de catégories sociales n'ont pas été totalement touchées par la propagande en faveur du Brexit parce que celle-ci visait peut-être des catégories sociales plus âgées.

Une autre explication est que les jeunes sont peut-être plus attachés à la construction européenne, en voient peut-être plus les bénéfices. Mais c'est à nuancer. Le degré d'ouverture, le degré de diplôme, le degré de confrontation avec les étrangers sur le marché de l'emploi varient très fort en fonction du milieu.

Si les jeunes étudiants ont été particulièrement visés par les campagnes anti-Brexit, comme par exemple sur le programme Erasmus, il est normal que les jeunes soient surreprésentés. Mais cela ne fonctionne pas pour tous les jeunes. La variable d'âge joue mais il faut bien garder en tête ces nuances.

En Belgique francophone, le populisme de droite ne prend pas, alors que, du côté flamand ou chez nos voisins, le populisme de droite prend racine. Comment expliquer cette situation ?

Il y a une tentative majeure avec le Parti populaire. On retrouve dans le discours de Mischaël Modrikamen le prototype du discours populiste. Mais il est vrai que le vote en faveur du populisme de droite ou de l'extrême droite n'a jamais été élevé.

Il y a plusieurs facteurs pour expliquer cela.

Le premier facteur est l'offre politique. L'extrême droite a toujours été divisée en Belgique francophone, n'a jamais été très solide et très bien organisée. Elle a aussi souvent été prise dans des affaires. Par ailleurs, il y a une offre politique assez solide, assez diversifiée à gauche et à droite. Les tentatives de développer un parti populiste, d'extrême droite ou non, arrivent donc sur un terrain déjà bien occupé.

Il faut aussi regarder la demande politique, et plus largement la société. Il faut regarder l'action des autres partis qui continuent à avoir des ancrages locaux assez importants, à avoir un tissu, un réseau d'organisations assez important. Il y a aussi un tissu associatif et syndical très développé et important. Le monde associatif et syndical s'est toujours opposé à l'extrême droite de manière très claire et très ferme via des fronts communs syndicaux, des campagnes contre le vote d'extrême droite, etc. Ce monde est aussi très actif en termes d'éducation permanente. Il diffuse et valorise des valeurs très loin des valeurs d'extrême droite ou populistes, ce qui a une incidence sur la demande politique, les électeurs. C'est vrai en Flandre aussi, bien sûr, mais j'ai le sentiment que ce travail s'est effectué davantage du côté francophone (où il était sans doute aussi plus facile à accomplir qu'en Flandre, vu l'emprise du Vlaams Belang).

Un autre facteur a sans doute de l'importance. En Flandre ou en France, les partis d'extrême droite ont eu très vite accès aux médias. Ils ont par contre été exclus de toute coalition pour l'accès au pouvoir. En Belgique francophone, il y a aussi eu un cordon sanitaire qui s'est constitué pour

exclure l'extrême droite de toute coalition, mais il s'est prolongé dans ce qu'on appelle un cordon sanitaire médiatique. Ainsi, ces partis ont aussi été exclus des médias, et ce sur une base légale, validée par les juridictions. Ce cordon sanitaire médiatique est pratiqué par la RTBF, mais aussi par les autres médias privés. Exclure les partis d'extrême droite est possible sur des bases légales, comme par exemple via le pacte culturel de 1972. Aujourd'hui, le populisme autre que d'extrême droite peut éventuellement mettre la chose à mal.

Ces facteurs permettent d'expliquer pourquoi, en Belgique francophone, l'extrême droite n'a pas pris. Pour le populisme, la question est un peu plus délicate car on ne peut plus s'appuyer sur le côté raciste ou xénophobe pour interdire des partis de ce type dans les médias. Néanmoins, cela explique pourquoi le populisme perce moins chez nous que chez nos voisins.

Cela explique pourquoi il n'y a pas d'offre populiste, mais est-ce qu'il n'y a pas de demande populiste ?

Les éléments que je viens de donner sont surtout du côté de l'offre et peu de la demande, avec notamment la présence des milieux associatifs ou des syndicats. Mais pour le reste, la situation n'est pas meilleure que chez nos voisins sur le plan économique ou sur le plan des affaires. Par contre, si nous reprenons la dimension *ethnos* du début, il faut noter que le sentiment national est très relatif dans la partie francophone de la Belgique, voire absent. L'identité wallonne peut exister à certains égards, mais elle est certainement moins portée, et surtout valorisée, que l'identité française ou l'identité flamande,

qui sont conçues et utilisées de manière beaucoup plus clivante. L'identité de classe est plus marquée en Wallonie et pourrait expliquer pourquoi le PTB a plus le vent en poupe.

Quelle attitude les partis traditionnels devraient-ils adopter pour contrer le populisme ? Doivent-ils s'emparer des thèmes et apporter une réponse ou doivent-ils plutôt s'en dissocier ?

Un risque pour les partis traditionnels est non seulement de dénoncer le populisme et ses discours, mais aussi de mettre de côté ce que cela révèle. Autrement dit, de balayer tout à la fois : les partis et ce que leur ascension traduit. Un autre risque est de vouloir faire ce que préconisent les populistes sous couvert de lutte contre leur discours.

Ainsi, je pense qu'il faut se saisir des questions qui sont posées par les discours populistes, mais pas nécessairement dans les termes dans lesquels elles sont posées. Les populistes ont eu d'abord un impact du point de vue de l'évolution des conceptions des mentalités. Parfois, ensuite, cela s'est traduit dans les politiques mises en œuvre par les hommes et femmes politiques traditionnels.

Si l'on compare les questions d'immigration entre le début des années 1980 et aujourd'hui, les politiques ont fortement évolué vers des positions défendues jadis par l'extrême droite. Ces mesures, inimaginables dans les années 1990 pour des partis de gauche ou même pour des partis de droite classique, ont été mises en place au fur et à mesure par des gouvernements de colorations différentes.

Les partis populistes ont de plus en plus pesé sur les débats et donc, même sans arriver au pouvoir, ont pris plus d'ampleur. Il ne faut pas reprendre leurs questionnements de la manière dont ils les posent. Les partis populistes ne posent pas les questions de manière juste. Il faut les problématiser différemment. Pas plus qu'il ne faut répondre à ces questionnements de la manière dont l'extrême droite le fait.

Les jeunes sont-ils considérés comme un public cible par les populistes ?

Je n'en suis pas sûr. Mais je ne suis pas sûr non plus qu'ils les dédaignent en termes de ciblage électoral. Le ciblage se fait surtout en termes de catégorie sociale, de lieu d'habitation ou de type de fréquentation plutôt qu'en termes d'âge. Cela dit, on peut prendre le mot « cible » dans un autre sens. La question devient alors : « Les populistes sont-ils un danger pour les jeunes ? ». Oui, peut-être. Ils sont contre les jeunes au vu du futur qui leur est réservé sur les questions écologiques, par exemple. Mais globalement, ni plus ni moins que pour une autre catégorie de la population.

Au fond, l'impact du populisme est pour l'ensemble des citoyens qui veulent vivre en démocratie. L'idée de base du populisme est de soutenir qu'il y a un leader qui sait ce qui est bon pour le peuple. Or un tel principe va à l'encontre de la démocratie puisqu'elle valorise la participation et la prise de parole de tous les citoyens, et non pas d'un seul en leur nom. On peut donc se dire que les jeunes ne pâtissent pas plus que d'autres de l'essor des populismes mais qu'ils en subissent aussi les conséquences.

**NOS SERVICES
DE JEUNESSE
ET LEURS
ACTIONS**

LES SERVICES DE JEUNESSE

De prime abord, la thématique du populisme semble éloignée des OJ socioculturelles. Pourtant, de par la présence d'un public varié tant d'un point de vue socioéconomique que socioculturel, ces OJ éveillent à la citoyenneté, à l'esprit critique et à la solidarité. Leur objectif n'est pas de travailler directement sur la question du populisme mais sur un ensemble varié et divers de thématiques permettant, *in fine*, le décodage d'un discours populiste. C'est par cette éducation à la citoyenneté auprès des jeunes que nous pourrons former une société de citoyens responsables des enjeux sociétaux.



PRÉSENTATION DE L'OJ

L'asbl Besace est une Organisation de Jeunesse reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles qui se caractérise par son dynamisme dans la mise en place de projets prioritairement pour les jeunes, des projets qui poussent les jeunes à devenir acteurs de la société dans laquelle ils vivent, de manière responsable et critique. Il s'agit de projets socioculturels, pédagogiques, d'éducation permanente,

de sensibilisation, de citoyenneté, de formations et d'échanges internationaux.

Toujours prête à relever de nombreux défis, la Besace diversifie ses champs d'action d'année en année : de la promotion de l'artisanat à la défense du devoir de mémoire en passant par la sensibilisation à l'esprit d'entreprendre, par les problématiques du handicap et des économies d'énergie ou encore par l'appropriation de la culture par les jeunes.

RENCONTRE

Pouvez-vous présenter ce qu'est le « Challenge Ecole Zéro Watt » ?

Depuis 2010, la Besace a été sélectionnée comme asbl référente par la Région wallonne pour participer au projet « Challenge Ecole Zéro Watt ». Dans chaque école faisant partie de ce projet, il y a une « éco team » qui se forme avec une classe pilote qui collabore avec leur enseignant, la direction, une personne de la maintenance technique du bâtiment, un électricien et un responsable de la commune. Le but est de réaliser un maximum d'économies énergétiques dans les écoles. Ce sont les enfants et les membres de « l'éco team » qui vont ensemble réaliser l'économie.

Tous ces jeunes vont essayer ensemble d'identifier avec l'aide de nos appareils et de nos questionnaires quelles sont les sources de consommation d'énergie. 40 écoles en Wallonie participent à ce challenge.

Quel est le public visé par l'activité ?

Dans le cadre du projet à Liège, nous travaillons avec des élèves du fondamental

âgés de 5 à 12 ans. Nous avons créé une animation spécifique avec les matrielles. Nous utilisons une marionnette et le projet est un peu différent tout en essayant néanmoins à ce qu'il vise des économies d'énergie. Le projet est conçu par les enfants. Nous partons de leur vécu, de ce qu'ils ressentent dans l'école, dans quels endroits ils peuvent agir.

Ce projet a depuis été adapté à d'autres domaines, notamment dans les centres de la Croix Rouge ou les administrations communales. Nous jouons alors plus un rôle de formateur.

Comment ce projet se déroule-t-il ?

Quatre séances ont lieu dans chaque école. Il y a tout d'abord une première séance où nous faisons connaissance avec les enfants et durant laquelle nous présentons le projet. Nous visitons d'abord l'école pour repérer quels sont les éventuels gaspillages. Nous réalisons diverses expériences avec les élèves en essayant de ne pas les alarmer mais de faire naître une prise de conscience chez eux.

Lors de la deuxième séance, les enfants réalisent un audit énergétique avec les appareils de mesure qui nous sont fournis par la Région wallonne. Ils ont donc des wattmètres, des luxmètres et des thermomètres. Ces trois appareils permettent de mesurer la température, le nombre de watts consommés et le nombre de lux utilisés pour les lampes. Les enfants vont dans chaque classe prendre les mesures et remplissent un questionnaire qui leur permettra d'établir les actions à mener, par exemple : mettre un multiprise interrupteur sur tous les appareils, enlever un néon sur deux parce qu'ils ont plus de 300

lux de consommation dans chaque classe, dévisser des ampoules, etc.

La troisième séance consiste en la présentation des réalisations des enfants depuis le début du projet. Cette phase a lieu environ 3 mois après le lancement du projet et nous revenons avec un kit didactique sur l'efficacité des ampoules, des néons, la couleur des murs, etc.

Enfin, durant la quatrième séance, les résultats sont annoncés et nous faisons un jeu de clôture dans la classe.

Quels sont les effets escomptés de cette action ?

Concernant les élèves, il s'agit d'un projet qu'ils travaillent de plusieurs manières différentes au niveau des socles de compétences. Ils reçoivent un « Cahier de l'énergie » dans lequel ils peuvent faire des graphiques, des calculs et de l'expression écrite.

L'objectif est que lorsque les élèves quittent l'école, la consommation superflue de celle-ci soit proche de zéro. Cela relève véritablement d'une démarche participative. Les enfants sont acteurs et deviennent inspecteurs de l'énergie.

Le coût énergétique est réduit en moyenne de 20%. Cela varie, d'année en année et ce pourcentage augmente avec l'expérience. Cette année, nous avons une école à 29%, une autre 13%, 35%, 20%, 31%, 20%, 11%.

Chaque année, l'antenne liégeoise de la Besace couvre 10 à 12 écoles. Ainsi, depuis 2010, ce sont plus ou moins 1500 élèves qui ont participé au projet à travers plus de 60 établissements scolaires.

PRÉSENTATION DE L'OJ

Délipro Jeunesse a pour mission de favoriser le développement d'une citoyenneté active, critique, solidaire et responsable. Pour cela, cette Organisation de Jeunesse s'emploie à favoriser l'expression créatrice et l'esprit d'initiative en proposant des activités et des projets qui poussent les jeunes à s'interroger et à agir.

En soutenant une éducation active par les pairs, l'association ouvre la voie de l'autonomie et de la responsabilisation. Délipro Jeunesse invite les jeunes à s'informer, à être curieux et à partager leurs idées.

RENCONTRE

Comment développer l'esprit critique et l'attitude citoyenne des jeunes ?

Par le questionnement et la remise en question. Que ce soit dans nos modules d'éducation aux médias et à la citoyenneté ou au sein de nos projets créatifs, nous ne fournissons jamais de réponses préétablies. Au contraire ! Nous partons du principe que chaque individu a ses propres ressources. Nous sommes donc là pour guider les jeunes vers d'autres angles de réflexion, d'autres possibilités d'action et d'autres manières d'agir. Nous tentons d'élargir leur vision du monde pour qu'ils puissent se situer par rapport à eux-mêmes mais aussi avec les autres.

Pouvez-vous décrire une de vos activités qui développe le sens critique et citoyen ?

Nous avons créé un module intitulé « Vivre sur les réseaux sociaux ». Lors de cette activité, nous invitons les jeunes à observer leur propre comportement sur la toile, les enjeux de leur réalité virtuelle et de leurs cyber activités. Nous travaillons également avec l'image en diffusant des photos et des vidéos qui seraient une représentation de leur quotidien sur le net afin qu'ils puissent prendre du recul par rapport à leurs automatismes.

À partir de ces éléments, un débat se crée. La parole est ouverte et notre rôle est alors d'apporter aux jeunes des informations dont ils ne sont peut-être pas conscients pour qu'à l'avenir ils se comportent de la manière la plus responsable possible. Sans aucun jugement, nous les sensibilisons à prendre conscience que des faits et gestes de la vie virtuelle découlent les mêmes impacts que dans la réalité. L'important est qu'à la fin de notre intervention, ils intègrent le fait que ne pas être naïf c'est bien, être critique, c'est mieux !

Quels sont les effets attendus et les effets concrets ?

Nous espérons qu'au terme de chaque rencontre, les jeunes se sentent soutenus, entendus et outillés pour saisir leur vie en toute conscience et responsabilité. Qu'ils sachent que la possibilité de créer leur est également ouverte. Qu'ils saisissent également l'importance de se responsabiliser lorsqu'ils mettent leurs projets et leurs actions en mouvement. Evidemment il s'agit d'un enjeu de taille. Néanmoins quand notre association reçoit des nouvelles de professeurs qui constatent

que les comportements de certains élèves se sont modifiés ou améliorés, nous touchons concrètement aux résultats de nos actions.

Pour des projets tels que « Jeunes Talents » par exemple, nous les accompagnons tout au long du processus créatif. C'est pourquoi, il nous est plus facile de pouvoir évaluer notre impact et mesurer toute la portée du rôle que nous avons joué.



PRÉSENTATION DE L'OJ

Fondée en 1964, l'asbl Jeunes Mutualistes Libéraux est une Organisation de Jeunesse reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles qui propose divers types d'activités en Belgique et à l'étranger.

Les JML organisent notamment des séjours pour les jeunes en été et en hiver. Ces séjours sont proposés aux individus, aux groupes ou aux familles. Les JML offrent aussi la possibilité de suivre des formations pour devenir animateur de jeunes. Plusieurs services sont également offerts aux familles : garde d'enfants malades, assistance scolaire,...

RENCONTRE

Qu'est-ce que le populisme pour l'OJ ? Selon vous, est-ce quelque chose de plutôt positif ou négatif ?

Le populisme, pour les JML, comme pour tout démocrate, est un piège qui tend à opposer des fractions de personnes, non pas entre la gauche et la droite mais entre les élites et le peuple. Cela donne l'impression d'une petite révolution de palais. En réalité, ce n'est pas du tout ça, c'est une alternance de pouvoir. On peut constater que tout populisme mène au minimum à des autocrates ou pire, à des dictateurs. L'Histoire nous l'a montré. Le populisme pour les Jeunes Mutualistes Libéraux est un phénomène négatif comme pour l'ensemble de la population. Le problème réside dans la complexité à le contrer. Les gens votent dans une démocratie, ce qui est normal et sain. Nous sommes dans une démocratie où la pluralité est fondamentale. Evidemment, avec le populisme, ce n'est plus le cas car en opposant juste les bons et les méchants, cela devient très manichéen.

Comment répondre aux discours populistes ?

Il faut travailler dans un contexte général, avant d'aborder des activités en particulier. On peut contrer le populisme par un rôle de citoyen le plus large possible qui passe par la formation. Evidemment, cela passe également par des objectifs que nous poursuivons en tant que JML dans des domaines qui nous sont plus chers ou des outils que nous utilisons qui nous permettent effectivement de développer l'esprit critique des

jeunes par des activités. Notre rôle se situe surtout sur cette base-là : l'éducation. Sans éducation, il n'y a pas de sens politique. Sans sens politique, il n'y a pas de réaction et on arrive à la merci de tout poujadisme.

Il faut faire une analyse de la société. Les citoyens sont de plus en plus exigeants et insatisfaits alors qu'ils ont déjà beaucoup. Cela crée un terrain fertile pour le populisme. Il faut leur montrer que la société n'est pas si mal que cela. On doit sortir de la logique des élites et des peuples. Mais je ne sais pas comment briser cette logique.

Nous sommes d'ailleurs à un tournant. Si nous n'y arrivons pas, nous allons de plus en plus voter pour les extrêmes par dépit. Cela ne choque malheureusement plus les citoyens d'affirmer qu'ils votent pour les extrêmes. Ils le disent ouvertement face caméra. L'extrême droite est complètement légitimée maintenant.

Les Caméra trottoirs

Cette activité est inspirée du principe des micros-trottoirs. Elle permet à des jeunes d'aller interviewer d'autres jeunes en rue et de leur poser des questions sur l'actualité.

Dans l'actualité, il y aura tout ce qui concerne les élections, le populisme, l'extrême droite, peut-être aussi par rapport à certaines crises, comme Publifin, qui sont un terreau pour le populisme. Cette activité permet d'aborder les débats de société comme l'écologie, le bien-être, les habitats groupés et l'aide aux personnes transgénérationnelles. Ce sont des éléments sociétaux qui posent questions et débats.

Les questions que les jeunes posent en rue seront issues d'abord d'une analyse de l'actualité de la semaine. Cela facilite la réflexion et le débat. Les vidéos seront postées sur les réseaux sociaux et le site internet des JML pour qu'elles soient vues par un maximum de personnes. Cela permet aussi au débat de continuer et de susciter l'envie à d'autres jeunes de poser des questions ou encore de trouver des solutions.

Les jeunes qui participent aux caméra trottoirs sont âgés de 15 à 25 ans. Les effets attendus sont d'initier le débat, la réflexion, l'esprit critique, le vivre ensemble, la cohésion des populations et donc au final la citoyenneté.



PRÉSENTATION DE L'OJ

L'ASBL ReForm, Organisation de Jeunesse reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles, contribue au développement des responsabilités et aptitudes personnelles des jeunes en vue de les aider à devenir des citoyens actifs, responsables et critiques au sein de la société. Au travers de plusieurs modes d'action, ReForm est active dans les domaines suivants :

- l'animation directe des jeunes ;
- l'initiation des jeunes à des modes d'expression socioculturels ;
- la sensibilisation aux enjeux de société ;

- la formation des jeunes, des volontaires et des professionnels ;
- la création et la mise à disposition d'espaces de rencontre, d'émancipation, d'expression et de réflexion.

La mission principale de l'association est d'aider les jeunes à trouver leur place dans la société et d'y devenir acteurs à part entière. En toile de fond de notre action, il y a une approche citoyenne, permettant l'apprentissage des droits et devoirs, respectant la diversité et la liberté, et permettant de susciter le débat et la réflexion.

Les objectifs principaux poursuivis par ReForm sont :

- former des animateurs culturels et de jeunesse ;
- organiser et promouvoir des activités culturelles de qualité ;
- organiser des stages, des formations, des animations ;
- offrir un soutien scolaire ;
- organiser et promouvoir des loisirs actifs ;
- favoriser la citoyenneté et l'intégration sociale.

ReForm développe environ 3000 activités par an parmi lesquelles des journées d'études pédagogiques, des stages de vacances, des projets de citoyenneté, des écoles des devoirs, des animations variées (art plastique, environnement, musique, conte, lecture, cinéma, théâtre, etc.), des classes de dépaysement, des formations, du théâtre jeune public, des ateliers créatifs, des séjours culturels.

RENCONTRE

Que peut, selon vous, apporter l'éducation à la citoyenneté et une attitude critique de manière générale pour le jeune ?

L'éducation à la citoyenneté doit permettre selon nous de donner aux jeunes les clefs pour interpréter l'environnement politique et institutionnel dans lequel ils évoluent, pour en connaître les rouages, leur fonctionnement et le rôle que remplit chacun d'eux. Le dénigrement de l'action publique et de ses acteurs devrait trouver un terrain moins fertile pour proliférer s'il a face à lui des jeunes conscients du fonctionnement des institutions, avec ses complexités, ses difficultés mais aussi avec ses opportunités et ses principes démocratiques et de protection des droits et des libertés de chacun. De même, les jeunes doivent prendre conscience qu'ils peuvent avoir un rôle individuel à jouer dans ce contexte.

Cette action, c'est au travers essentiellement de projets d'éducation à la citoyenneté responsable au travers du prisme environnemental que ReForm entend la mener depuis de nombreuses années. À l'occasion de projets et d'animations dans le domaine de l'éco-consommation, nous tentons de susciter chez les jeunes la prise de recul tant par rapport aux idées toute faites dans le domaine que par rapport aux pratiques généralement observées. Nous souhaitons permettre aux jeunes de pouvoir d'initiative poser des gestes de consommateurs réfléchis, de devenir davantage un acteur dans la modification des comportements sociaux et devenir un citoyen responsable et concerné.

En outre, les jeunes ainsi responsabilisés peuvent naturellement se muer en passeurs d'information, ce qui augmente encore leur degré d'implication personnelle et le sentiment de pouvoir peser positivement par des actes sur le devenir de la société en lieu et place d'une attitude de rejet ou de déconsidération.

Si vous devez donner une activité spécifique pour éveiller à l'esprit critique, vous pensez à laquelle ?

« Ci vils êtes-vous ? ». Le but du projet est une sensibilisation contre les incivilités dans la ville de Dinant. La première étape était « passive » : les élèves ont rencontré le personnel d'entretien et les ouvriers de la commune. Ils ont ensuite découvert les « endroits stratégiques » de la ville. Ils ont également rencontré l'éco-conseiller de la ville et ont visité le salon « RECUPère » de Namur dans le but de comprendre la gestion et la valorisation des déchets. Tout ça a donné aux jeunes une idée de la problématique de manière générale. La seconde étape consistait à la réalisation de capsules vidéos à destination du grand public et diffuser sur la télévision communautaire avec comme objectif principal de sensibiliser un grand nombre de personnes à la problématique. La troisième et dernière partie avait pour but de réaliser, avec un journaliste professionnel, un article diffusé dans la presse régionale, servant également à sensibiliser les lecteurs aux comportements inciviques dans la ville.

Quel était le public visé ?

Pour la partie réalisation, nous avons mené le projet avec des jeunes de 15 à 18 ans, par contre notre action était à destination du grand public

Remarquez-vous un effet positif ?

Oui, dans le cadre du projet, nous sommes allés à la rencontre du personnel communal en charge de la propreté publique, cette dernière a pu faire découvrir le quotidien de ses agents et modifier la vision des jeunes par rapport à leur travail. Les jeunes se sont rendu compte, à l'issue de cette rencontre, du travail important et difficile que mènent au quotidien ces personnes.

ReForm a également organisé un voyage en Suède qui a permis aux jeunes d'éveiller leur esprit critique.

Nous avons réalisé un voyage à Stockholm avec les jeunes pour se rendre compte des avancées au point de vue du civisme, la Suède étant considérée comme un modèle en termes d'éducation à l'environnement.

Nous avons visité la ville et Hammarby, le quartier écologique de la ville, le but principal étant de faire découvrir aux jeunes les différents éléments et comportements mis en place dans le quartier comme par exemple, la récolte d'eau de pluie, la transformation de déchets en énergie, la pratique de voiture partagé, ...

Ils ont également rencontré des jeunes suédois apprenant le français dans un établissement de la ville. Les jeunes ont été impressionnés par la pédagogie : il n'y a pas de cloche, les élèves sont à l'heure, les élèves parlent en même temps que le professeur, ils ont tous une tablette, utilisent leur GSM pendant le cours.

Cette rencontre a permis un échange riche entre les différents jeunes comparant ainsi les deux modèles d'éducation.

Nos élèves sont revenus très critiques par rapport au modèle suédois : ils ont vu le modèle et ont constaté qu'il n'était pas parfait. Ils sont devenus critiques par rapport à celui-ci, ils peuvent défendre leurs avis en notant les avantages et inconvénients et en proposant des alternatives. Ils peuvent avoir une idée de changement à apporter à la société et surtout dans leur école tout en tenant compte des réalités, notamment budgétaires.

Quels sont les effets attendus ? En avez-vous constaté ?

De rendre les jeunes plus citoyens, critiques et solidaires. Les jeunes ont modifié totalement après les différentes étapes du projet, leur comportement, ils ont également une autre vision des gestes qu'ils posent au quotidien, ils sont devenus plus critiques par rapport à la consommation en général. Et pour notre part, nous avons joué notre rôle d'organisation de jeunes à savoir former des citoyens responsables, actifs, critiques et solidaires.



PRÉSENTATION DE L'OJ

SIDA'SOS asbl a été créé en 2009 par des jeunes pour des jeunes afin de réagir concrètement face à la recrudescence des infections sexuellement transmissibles (IST) et au manque de sensibilisation des jeunes (15-30 ans) en Belgique.

Mis en avant par la majorité des acteurs du secteur de la santé pour son expertise du terrain, SIDA'SOS ne cesse de collaborer avec les associations thématiques, les centres de planning familial, les éducateurs de rue, les organisations de jeunesse, les groupes sida communaux, ... afin d'améliorer les actions de chacun et s'enrichir de l'expérience des uns et des autres.

Leur réseau de volontaires leur permet ainsi de devenir les acteurs de leur propre santé, de mobiliser les jeunes autour d'une cause commune, de réaliser des actions de terrain et de gagner en crédibilité auprès de notre public grâce à un dialogue de jeunes à jeunes.

La force de SIDA'SOS reste le dialogue de jeunes à jeunes, via la création d'un réseau de volontaires : l'éducation par les pairs dans le domaine de la prévention du VIH/SIDA et des IST permet d'obtenir des résultats concrets et durables – cette technique ayant déjà fait ses preuves à l'étranger et dans de nombreux autres domaines.

SIDA'SOS organise enfin de nombreuses formations, campagnes de communication et événements culturels, toujours en impliquant un grand nombre de jeunes.

RENCONTRE

*Qu'est-ce que le populisme pour Sida'SOS ?
Selon vous, est-ce quelque chose de
plutôt positif ou négatif ?*

Cette question a suscité beaucoup de débats chez nous car SIDA'SOS est une association apolitique. Parmi l'ensemble

des employés, il y a plusieurs tendances politiques qui se côtoient.

Le populisme est une idéologie, un mouvement politique développé dans la Russie des années 1870 préconisant une voie spécifique vers le socialisme. C'est un type de discours et de courant politique qui fait appel aux intérêts du « peuple » et oppose ses intérêts avec ceux de « l'élite ». Il les prend pour cible de ses critiques, s'incarnant dans une figure charismatique et soutenu par un parti acquis à ce corpus idéologique. Le terme est régulièrement employé dans un sens péjoratif, synonyme de démagogie. Dans cette acception, il suppose l'existence d'une démocratie représentative qu'il critique. C'est pourquoi il est apparu avec les démocraties modernes, après avoir connu selon certains historiens une première existence sous la République romaine.

Après réflexion, on s'est dit que le populisme était un langage politique mais que dans la problématique de la sensibilisation à l'EVRAS ou de la prévention IST, on peut considérer que l'on a tendance à vouloir vulgariser le discours pour qu'il soit plus explicite et qu'il soit à la portée de tous. En ce sens, cela nous fait penser au populisme car c'est une manière de vulgariser un discours souvent politique pour qu'il soit justement accessible par le plus grand nombre.

Pour beaucoup de personnes, le populisme a une connotation négative. Mais à la base, le populisme n'est pas spécialement négatif. Le populisme essaie de défendre les intérêts de la population contre les intérêts des dominants. Nous sommes donc arrivés à la conclusion

qu'effectivement, nous essayons de vulgariser pour que l'ensemble des informations soit accessible à tous et pas uniquement au monde médical.

Comment répondre aux discours populistes ?

SIDA'SOS lutte contre les discriminations (homophobie, sexisme, racisme, sérophobie) en déconstruisant les préjugés et stéréotypes liés à l'orientation sexuelle, au genre, au sexe et à la culture via la formation et l'implication des jeunes afin que ceux-ci deviennent des CRACS (citoyens responsables, actifs, critiques et solidaires) sur le plan de leur santé sexuelle.

Que sont les Human Boxes ?

Les participants à cette activité vont piocher une boule dans laquelle, il y a une phrase. Le participant vient alors la placer dans une des trois boîtes : préjugés, stéréotypes ou discriminations. Préalablement à l'activité, les participants auront appréhendé les concepts de stéréotype, de discrimination et de préjugé.

Ensuite, nous montrons que les trois notions sont liées. En partant d'un préjugé, nous déterminons ensemble le stéréotype et la discrimination qui en découlent.

Le public visé est principalement les jeunes de 15 à 30 ans. Nous attendons de cette activité qu'elle fasse prendre conscience aux jeunes que leur lecture du monde se fait via des préjugés/stéréotypes mais que cela peut avoir des conséquences négatives quand cela se transforme en de la discrimination.

**NOS
MOUVEMENTS
THÉMATIQUES
ET LEURS
ACTIONS**

LES MOUVEMENTS THÉMATIQUES

Nous avons fait le choix de réunir la FEL et les Jeunes MR dans cette section car elles ont réalisé en commun l'activité présentée dans ce dossier. Etant donné que ce sont deux mouvements politiques, elles traitent au sens premier du terme le concept de populisme en apportant une réponse politique à celui-ci, tout en éveillant leurs membres à l'esprit critique, à la citoyenneté et au vivre ensemble.



PRÉSENTATION DE L'OJ

La Fédération des Étudiants Libéraux (en bref, la FEL) est une Organisation de Jeunesse reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Elle est ainsi présente sur la majorité des campus étudiants de l'enseignement supérieur, directement ou par le biais de l'une de ses sections. Par ailleurs, certains membres adhèrent à la FEL dès leurs dernières années de secondaires.

Principal mouvement politique étudiant, la Fédération des Étudiants Libéraux défend et propage les principes fondamentaux de liberté, de progrès, d'humanisme et de démocratie dans une optique libérale, sur les plans politique, économique, social et culturel. Elle a ainsi notamment pour but de promouvoir l'épanouissement de l'indi-

vidu dans une société harmonieuse, sans distinction de sexe, d'origine économique, ethnique ou culturelle ou de convictions philosophiques ou religieuses.

La FEL mène son action et prend position en totale indépendance de tout parti ou association politique ou philosophique. Elle agit en toute circonstance en se basant sur la liberté, la tolérance et le libre examen sans formuler ni invoquer aucun dogme.



PRÉSENTATION DE L'OJ

Les Jeunes MR sont une Organisation de Jeunesse politique, active en Wallonie, à Bruxelles et dans sa périphérie, et qui rassemble des jeunes de tous les horizons, âgés de 15 à 35 ans.

Bien que travaillant en étroite collaboration avec le Mouvement Réformateur, il n'en reste pas moins que les Jeunes MR sont totalement indépendants ! S'ils partagent les mêmes valeurs, ils ne sont forcément d'accord sur tout.

Leur objectif est avant tout d'intéresser les jeunes à la politique, de les sensibiliser aux projets libéraux et de faire évoluer ces idées en y portant un regard jeune et critique. Sur tout, ils souhaitent permettre à des jeunes de se rencontrer et d'échanger leurs idées !

Qu'est-ce que le populisme pour l'OJ ? Selon vous, est-ce quelque chose de plutôt positif ou négatif ?



Le populisme consisterait à donner des réponses extrêmement simplifiées à des réalités complexes. Tout cela dans le but d'obtenir l'approbation du peuple.

En plus de simplifier à l'extrême une problématique, il s'agit également de faire comme s'il n'y avait qu'une seule réponse possible à une problématique donnée.

D'un point de vue politique, il s'agit indéniablement de quelque chose de négatif. Principalement, parce que combattre une réponse simpliste, présentée comme une évidence, à une problématique complexe est difficile. D'autant plus si cette réponse, qui s'apparente souvent à un mirage,

résonne comme vraie pour une majorité de personnes. Il faut alors redoubler d'efforts pour démonter des arguments souvent réducteurs et puis exposer ensuite une réponse réaliste qui est nécessairement plus complexe. Le principe du rasoir d'Occam ne s'applique que rarement (pour ne pas dire jamais) aux problèmes politiques et sociétaux. Enfin, les populismes sont de droite et de gauche, parfois même ces extrêmes proposent le même simplisme ou agitent sans cesse les mêmes épouvantails (comme l'UE) responsables à leurs yeux de tous les maux de la terre. En tant qu'Organisations de Jeunesse politique, nous devons absolument combattre cette façon de faire de la politique.

Comment répondre aux propos populistes ?



Cela passe directement par les acteurs de terrain, les OJ et par l'éducation des jeunes dans les écoles mais également par une responsabilité accrue des médias qui, avant de relayer certaines informations, devraient vérifier ce qu'ils disent. Par exemple, il y a eu les *fake news* avec les crédits hypothécaires ou avec le CETA au travers desquels les partis démocratiques comme le PS et le cdH font miroiter des choses à la population. D'ailleurs, à cet égard, il est important de noter que les propos populistes ne sont plus l'apanage des partis extrémistes mais entrent également dans la rhétorique des partis dits « démocratiques ». La meilleure manière d'y répondre réside dans la participation des gens et dans le développement de leur esprit critique. En tant qu'OJ, nous sommes des acteurs de premier plan. Il faut

savoir faire preuve de pédagogie lorsque l'on aborde des problématiques complexes car il faut être capable d'envisager la question dans sa globalité tout en restant accessible à tous. Actuellement, Emmanuel Macron excelle dans ce domaine car il arrive à expliquer des choses complexes de manière audible et compréhensible pour le citoyen. Toutefois, on peut ne pas se retrouver dans ce qu'il dit ou ce qu'il pense mais cela relève d'un autre débat.

Pour répondre aux propos populistes, nous devons réagir sur le terrain évidemment. Nous sommes présents dans les écoles par l'intermédiaire des débats « Apprentis-Citoyens », où nous devons déjà faire face à un certain populisme. Nous sommes par ailleurs présents sur les réseaux sociaux où nous nous évertuons sans cesse à proposer des solutions aux

grands défis de notre temps, comme le numérique ou l'enjeu écologique. Il faut répondre à toutes ces problématiques complexes par des réponses complexes et pragmatiques. Il ne faut pas avoir peur de la complexité. L'idée de complexité ne doit pas être vue au sens compliqué mais bien comme une série de raisonnements qui vont permettre d'appréhender la globalité du problème. Nous sommes persuadés que n'importe quelle notion peut

être comprise par tous pour autant qu'on se donne la peine de l'expliquer. Malheureusement, le temps est devenu une denrée rare dans un monde numérisé et globalisé.

La solution doit se trouver là, dans notre capacité à développer notre esprit critique et à prendre du temps pour analyser ce qui nous est trop souvent servi, dans les médias et sur les réseaux sociaux, comme une vérité inaliénable.

Ciné-débat commun à propos du film « Chez nous » de Lucas Belvaux avec l'intervention de Jean Faniel, directeur général du CRISP.

Ce film avait pour but de montrer la montée du populisme et surtout de l'extrême droite en France. Nous avons voulu visionner ce film avec les jeunes et après en débattre avec un expert. Nous avons eu la chance de recevoir Jean Faniel, directeur général du CRISP, qui a pu nous expliquer de manière plus globale la montée des populismes tant de droite que de gauche à l'échelle internationale. Notre ciné-débat a eu lieu juste après le premier tour de l'élection présidentielle française et étant donné que Marine Le Pen était passée au second tour, cette actualité a pu être largement abordée mais aussi le Brexit et la présidence de Trump. Par ce genre d'activités, nous permettons la prise de conscience des citoyens et prouvons que l'on peut lutter contre ce genre de discours.

ce que l'on appelle des bulles de filtrage. Les gens sont confrontés aux mêmes informations, aux mêmes opinions parce qu'ils s'informent sur les réseaux sociaux d'abord et ensuite sur les médias traditionnels.

De manière générale, les activités menées à la FEL ou chez les Jeunes MR permettent de former des CRACS au travers d'autres activités comme des congrès, des débats, etc. Par ces activités, les jeunes vont s'enrichir et développer leur sens critique.

Bien évidemment, nous souhaitons toucher un large public et non un public de convaincus. C'est cela qui est très dur aujourd'hui avec les populismes. Les gens qui sont sensibles à ces idées-là sont prisonniers de leurs certitudes. On l'a vu avec Trump ou le Brexit, on est enfermé dans

CONCLUSION

Il n'est pas chose aisée de dresser un portrait exhaustif de ce qu'est le populisme. Nous l'avons vu, **aucun populisme ne ressemble à un autre**. Tant par leurs stratégies, par leurs philosophies ou leurs rapports au pouvoir, tous prétendent vouloir faire de la politique mieux, autrement et au nom du Peuple. Ce dossier a démontré qu'il n'en est rien dans les faits, malgré une communication parfois séduisante.

Il est parfois tentant de vouloir accélérer le cours de l'Histoire, en proposant des solutions radicales et simplistes. Si la politique n'est en soi pas un métier et ne doit pas être accaparée par les seuls experts et technocrates, le jeu politique exige une certaine dose de stratégie et de connaissances des enjeux sociétaux. **On ne mène pas de projets de société durable à l'aide de slogans**. La politique se meut à travers le débat, le compromis et donc de concert avec des partenaires. Cela prend du temps et il est impératif de prendre conscience que l'immédiateté n'est pas forcément la garantie de l'efficacité ni de la pertinence. De la même manière, l'Histoire a montré quelles pouvaient être les conséquences quand le pouvoir était accaparé par un seul leader charismatique.

Les changements intervenus depuis la seconde moitié du XX^e siècle dans les domaines politique, économique, culturel ont été très nombreux et ont profondément marqué les pays occidentaux. L'Histoire montre que les mouvements populistes sont des phénomènes récurrents caractérisés par une volonté de survie, de réponses immédiates et de respect des traditions. Lorsque ces attentes ne sont pas remplies, les risques de voir des phénomènes populistes augmenter et une réponse doit être apportée.

Néanmoins, il faut pouvoir le dire, la lutte contre les populismes passe également par les hommes politiques eux-mêmes. Certains doivent prendre conscience du sens de leur fonction et de leur responsabilité envers le citoyen qui les a élus. La politique est davantage qu'un simple métier. Certaines conduites desservent la politique et égratignent ceux qui s'y engagent de manière irréprochable au quotidien, avec des conséquences lourdes dans les esprits. Les conséquences ont d'autant plus de répercussions que les citoyens se sentent éloignés du pouvoir ou des politiques qui les représentent.

Nous ne pouvons néanmoins pas nier que certains électeurs sont tentés par ces partis. Nous devons nous interroger sur les raisons de ce vote, sans jugement et sans dogme. **Il est de notre responsabilité de changer à notre niveau le regard que les jeunes portent sur la politique**, en détricotant les clichés et en faisant de l'éducation par les pairs car le débat ne doit pas forcément être accaparé par des experts pour être enrichissant.

À nouveau, **l'éducation doit jouer pleinement son rôle, à travers l'enseignement ou les Organisations de Jeunesse. Ce réenchantement de la chose publique doit passer par la jeunesse et ceux qui la représentent.** Chacun doit prendre conscience et être acteur de la société dans laquelle il vit pour ne pas subir. Ces solutions doivent être pensées et appliquées sans trop tarder, à l'heure où l'amalgame entre politique et slogan est déjà entamé.

Nous l'avons dit, il existe différentes formes de populismes et donc diverses manières d'y répondre. Lutter contre le populisme ne peut uniquement passer par une stigmatisation des populistes. **La réponse au populisme passe selon nous par un engagement citoyen accru et ce, à tous les niveaux.** Cet engagement doit se construire dans le temps et se vivre sur le terrain. Il existe une multitude de possibilités pour favoriser cet engagement citoyen, notamment les Organisations de Jeunesse dont les missions et activités prennent dès lors tout leur sens. Leur diversité philosophique et le large éventail de problématiques qu'elles traitent en font des acteurs indispensables dans le façonnement du monde de demain, un monde fait de progrès, de découverte, d'enrichissement personnel et d'ouverture.

Chacune de nos Organisations membres, par son travail d'éducation citoyenne, contribue au développement d'une citoyenneté responsable, active, critique et solidaire auprès de la jeunesse. Il est essentiel de continuer à encourager leur action afin de favoriser un meilleur vivre ensemble.

BIBLIOGRAPHIE

- Dupuy R, *La politique du peuple : Racines, permanences et ambigüités du populisme*, Paris, Albin Michel, 2002.
- Colliot-Thélène C., Guénard F., *Peuples et populismes*, Paris, Presse Universitaires de France, 2014.
- Bouvet L., *Le sens du Peuple : La Gauche, la démocratie, le populisme*, Paris, Gallimard, 2012.
- Crépon S., Dézé A., Mayer M., *Les faux-semblants du Front national : Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po,
- Dorna A., « Avant-propos : Le populisme, une notion peuplée d'histoires particulières en quête d'un paradigme fédérateur », in *Revue de civilisation contemporaine Europe/Amériques*, n° 5 (2005), en ligne.
- JAMIN J., "Idéologies et populismes", in JAMIN J.(dir.), *L'extrême-droite en Europe*, Bruxelles, Bruylant, 2006.
- Le Bars S., « Élection américaine : qui a voté pour Trump ? », in *Le Monde*, 10 novembre 2016.
- Chaverou E., « Italie, cinq questions sur le mouvement cinq étoiles », in *France Culture*, 20 juin 2016.
- Filippone T., Sander S. (trad.), « Le Mouvement 5 étoiles : l'idylle des jeunes italiens », in *CaféBabel*, 6 octobre 2016.
- Tassin S., « Le parti populaire se veut populiste », in *LaLibre*, 25 novembre 2016.
- Tassin S., « Modrikamen et lamétaphore de Léon Degrelle », in *LaLibre*, 30 novembre 2016.
- Moatti A., « Beppe Grillo et le populisme scientifique », in *SlateFR*, 1^{er} mars 2013.
- Belga, « Le sida se replie en Belgique, mais augmente chez les hommes homosexuels », in *LaLibre*, 21 novembre 2016.
- Buisson A., « Donal Trump, climato-sceptique en chef », in *La Croix*, 15 novembre 2016.
- Lauer S., « Trump nommé un climato-sceptique à l'Agence de l'environnement », in *Le Monde*, 8 décembre 2016.
- Rédaction en ligne, « Italie : les libéraux européens rejettent l'alliance avec le Mouvement 5 étoiles », in *L'Express*, 10 janvier 2017.
- Rédaction en ligne, « Italie : Beppe Grillo souhaite que le Mouvement 5 étoiles change de groupe au Parlement européen », in *Le Monde*, 8 janvier 2017.
- Legros M. « Généalogie de la "politique post-vérité" », in *Philosophie Magazine*, n° 106 (janvier 2017).
- Gradt J.-M., « Brexit, mensonges et revirements », in *Les Echos*, 28 juin 2016.
- Galiero E., « Marion Maréchal-Le Pen affirme à nouveau ses divergences avec Marine Le Pen », in *Le Figaro*, 4 avril 2017.
- Chaulet P., « Après le départ de Marion Maréchal Le Pen, la ligne du FN en question », in *L'Express*, 10 mai 2017.
- De Boni M., « Au FN, l'aile droite du parti prépare déjà l'inventaire de la défaite », in *Le Figaro*, 8 mai 2017.
- Hausalter L., « Florian Philippot et Marion Maréchal-Le Pen, les rivaux utiles du Front national », in *Marianne*, 26 juin 2016.
- Rédaction en ligne, « FN : Florian Philippot de plus en plus isolé ? », in *Europe 1*, 13 mars 2017.
- Noir Jaune Blues, « La société est malade, le rap port aux autres a changé », in *Le Soir*, 9 janvier 2017.
- Noir Jaune Blues, « 70% des Belges pour un "pouvoir fort" », in *Le Soir*, 8 janvier 2017.
- Moatti A., « Beppe Grillo et le populisme scientifique », in *Slate*, 5 mars 2013.
- Bherer M-O, « Le populisme, au nom de quel peuple ? », in *Le Monde*, 11 novembre 2016.
- France Culture, « Qu'est-ce que le populisme », en ligne, 21 janvier 2017.
- Rédaction en ligne, « Répondre au nom du peuple », in *Le Monde*, 12 novembre 2016.
- Menenti B., « Élections régionales : qui a voté FN ? », in *L'Obs*, 8 décembre 2015.
- Lebourg G., « Le FN est-il vraiment le premier parti chez les jeunes », in *Les Inrocks*, 9 décembre 2015.
- Sénécot A. « Les intox du FN sur les privilèges "privilèges" des migrants face aux Français », in *Le Monde*, 7 novembre 2016.
- Rédaction en ligne, « François Fillon en baisse dans les sondages », in *Atlantico*, 5 janvier 2017.
- Rédaction en ligne, « Présidentielle : Le Pen en tête au premier tour, Fillon et Macron au coude à coude (sondage) », in *Europe 1*, 30 janvier 2017.
- Dusseau B. « Donal Trump, visage américain du populisme », in *La Presse*, 9 novembre 2016.

Presse



Jeunes & Libres asbl
Fédération des Organisations de Jeunesse libérales

Avenue de la Toison d'Or, 84-86
1060 Bruxelles
02 500 50 85

www.jeunesetlibres.be - info@jeunesetlibres.be

 facebook.com/jeunesetlibres
 linkedin.com/company/jeunes-&-libres-asbl
 [Jeunes & Libres](https://www.youtube.com/Jeunes%20Libres)

Jeunes
& Libres